



Mémoire

Présenté par

FALL, Zeynou Abidine

**UNIVERSITE CHEIKH ANTA- DIOP
DAKAR FACULTE DES LETTRES
ET SCIENCES HUMAINES
DEPARTEMENT DE SOCIOLOGIE**

**Famille urbaine et émigration illégale à Saint-Louis:
incidence des transferts d'argent sur les modes de vie
des familles d'origine**

Année académique :

2008-2009

UNIVERSITE CHEIKH ANTA DIOP



FACULTE DES LETTRES ET SCIENCES HUMAINES

DEPARTEMENT DE SOCIOLOGIE

Mémoire de DEA

**Famille urbaine et émigration illégale à
Saint-Louis: Incidence des transferts
d'argent sur les modes de vie des
familles d'origine**

UNIVERSITE CHEIKH ANTA DIOP

Présenté par

M. Zeynou Abidine FALL

Etudiant en DEA

Sous la Direction de

M. Moustapha TAMBA

Maitre de Conférences

ANNEE UNIVERSITAIRE 2008-2009



FACULTE DES LETTRES ET SCIENCES HUMAINES

DEPARTEMENT DE SOCIOLOGIE

Mémoire de DEA

**FAMILLE URBAINE ET EMIGRATION ILLEGALE A
SAINT-LOUIS: INCIDENCE DES TRANSFERTS
D' ARGENT SUR LES MODES DE VIE DES FAMILLES
D' ORIGINE**

Présenté par

M. Zeynou Abidine FALL

Etudiant en DEA

Sous la Direction de

M. Moustapha TAMBA

Maitre de Conférences

ANNEE UNIVERSITAIRE 2008-2009

Table des matières

Introduction.....	1
<u>Partie I</u> : cadre théorique et méthodologique.....	3
<u>Chapitre I</u> : partie théorique.....	4
1-Problématique.....	4
2- les objectifs de la recherche.....	7
2-1 Objectif principal.....	7
2-2 Objectifs spécifiques.....	7
3-les hypothèses de recherche.....	7
3-1 Hypothèse principale.....	7
3-2 Hypothèses secondaires.....	7
4 -Cadre théorique.....	8
5 - Justification de l'étude.....	11
6- Conceptualisation.....	11
7- Revue critique de la littérature.....	13
<u>Chapitre II</u> : Méthodologie.....	17
1-La phase exploratoire.....	17
2-La recherche documentaire.....	17
3- Sites et populations.....	18
4- Constitution de l'échantillon.....	19
5- Les instruments de collecte (cf. Annexes).....	19
6- Le déroulement de l'enquête.....	19
7- Les difficultés rencontrées.....	20
<u>Partie II</u> : enjeux de la migration, état des lieux de l'émigration clandestine et exploitation des données.....	21
<u>Chapitre I</u> : Les dimensions de la migration sénégalaise.....	22
1- La logique de l'émigration au Sénégal.....	22
2- Enjeux Socio-économiques des transferts financiers.....	23

3- Les divers modes de transferts.....	24
4 Les opérateurs spécialisés en matière de transferts.....	25
5- Les Transferts informels.....	31
6- Utilisation des transferts reçus.....	32
6-1 la consommation courante.....	32
6-2 L'épargne.....	33
6-3 Les investissements.....	33
6-4 Programmes gouvernementaux et communautaires.....	34
7- Avantages du transfert d'argent pour les acteurs.....	34
<u>Partie III : analyse des résultats de terrain : questionnaire et entretien</u>	36
<u>Chapitre I : les transferts d'argent des émigrés partis clandestinement et les retombées dans les familles d'origine</u>	37
1- Perception de la migration.....	37
2- Perceptions de la famille sur l'émigration clandestine.....	37
3- Les raisons de départ d'après les familles.....	38
4 données quantitatives.....	38
4-1 Les années de départ des émigrés clandestins.....	38
4-2 Leur profession dans le lieu d'origine.....	39
4-3 Le pays de résidence en Europe des clandestins.....	40
4-4 Les sources principales de départ des clandestins.....	41
4-5 La périodicité des envois.....	42
4-6 Les sommes envoyées par les jeunes émigrés partis clandestinement.....	42
4-7 Les sommes envoyées et la périodicité des envois.....	43
4-8 La durée de la migration et la périodicité des envois.....	44
4-9 La périodicité des envois et le pays de résidence.....	45
4-10 Les sommes envoyées et le pays de résidence.....	46
4-11 Les sommes envoyées et les personnes qui bénéficient des remises.....	46
4-12 Les projets des migrants clandestins.....	47

5- Les situations des familles des émigrés à Saint Louis	48
6- Les trajectoires sociales.....	49
7- Les trajectoires migratoires.....	49
8- L'absence des remises.....	49
9- Les ressources financières se font rares dans le lieu d'origine.....	50
10- Une situation précaire et instable.....	50
11- Les stratégies de survie.....	50
12- Des situations contraignantes : les constructions entamées demeurent inachevées.....	50
13- La priorité des familles de migrants : se contenter aux revenus locaux et ne plus dépendre des remises.....	51
14- Le pessimisme règne : les espoirs se sont estompés.....	51
15- Le sacrifice des parents pour faire émigrer leurs enfants.....	52
16- Beaucoup de regrets et peu de satisfactions	53
Conclusion.....	54
Bibliographie.....	56
Annexes.....	58

Sommaire

Introduction.....	1
<u>Partie I</u> : cadre théorique et méthodologique.....	3
<u>Chapitre I</u> : partie théorique.....	4
<u>Chapitre II</u> : Méthodologie.....	17
<u>Partie II</u> : enjeux de la migration, état des lieux de l'émigration clandestine et exploitation des données.....	21
<u>Chapitre I</u> : les dimensions de la migration sénégalaise.....	22
<u>Partie III</u> : analyse des résultats de terrain :	
Questionnaire et entretien.....	36
<u>Chapitre I</u> : les transferts d'argent des émigrés partis clandestinement et les retombées dans les familles d'origine.....	37
Conclusion.....	54

Remerciements

Nos remerciements les plus sincères vont d'abord à l'endroit de notre Directeur de Mémoire, le Professeur Moustapha Tamba, pour ses critiques, ses conseils et directives, ainsi que la clairvoyance dont il fait montre dans ses remarques.

Ensuite, nous y associons tous les professeurs du département qui ont participé à notre formation de sociologue.

Nous voudrions remercier tous mes camarades de DEA avec qui nous avons constitué un groupe de travail et saluer leur engagement et leur dynamisme dans la recherche. Leurs critiques nous ont été utiles.

Remercier vivement M. Assane Ndiaye et Mme Ann, sociologues à la Direction de la Planification et du développement humain, et tous nos collaborateurs qui nous ont accompagnés sur le terrain en l'occurrence Moustapha Mbaye, M. Sounkalo Sanfo, consultant à l'USAID pour son aide au moment du traitement des données.

Un grand merci à ma famille de Saint-Louis qui nous a réservé un bon accueil durant les enquêtes. Que dieu vous bénisse!

Nous remercions enfin tous ceux qui, de près ou de loin, ont participé à la réalisation de ce travail.

ACRONYMES

IMF	:	Institution de Microfinance
ME	:	Money Express
MG	:	Money Gram
TG	:	Télégiros
WU	:	Western Union
Frontex	:	Fonds Européen pour les Frontières Extérieures
UE	:	Union Européenne
OIM	:	Organisation Internationale pour les Migrations
MSE	:	Ministère des Sénégalais de l'Extérieur
GERM	:	GROUPE d'Etudes et de Recherches sur les Migrations
IFAN	:	Institut Fondamental d'Afrique Noire
IRD	:	Institut de Recherche pour le Développement
CODESRIA	:	Conseil pour le Développement des sciences Sociales en Afrique
BU	:	Bibliothèque universitaire
ANSD	:	Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie
SFD	:	Structure Financière Décentralisée

Liste des tableaux et des graphiques

Tableau illustrant des différentes formes de transfert des émigrés sénégalais

Répartition des émigrés clandestins selon l'année de départ

Répartition des migrants clandestins selon la profession

Répartition des migrants clandestins selon le pays de résidence

Répartition des migrants clandestins selon la source principale de départ

Répartition des migrants clandestins selon la périodicité des envois

Répartition des migrants clandestins selon les sommes envoyées

Répartition entre les sommes envoyées et la périodicité des envois

Répartition entre la durée de la migration et la périodicité des envois

Répartition entre la périodicité des envois et le pays de résidence

Répartition entre les sommes envoyées et le pays de résidence

Répartition entre les sommes envoyées et les personnes qui bénéficient des remises

Répartition des émigrés clandestins selon leurs projets

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Introduction

Ces deux dernières années ont vu naître un phénomène nouveau dont les conséquences fatales ont choqué les citoyens sénégalais et la communauté internationale. Des milliers de personnes ont péri en mer dans des embarcations de fortune qui quittaient les côtes sénégalaises vers les Iles Canaries en Espagne. Dans ce périple risqué et suicidaire, certains des émigrés clandestins ont été interceptés dans les eaux mauritaniennes et marocaines tandis que d'autres ont pu accéder dans les terres espagnoles escortés souvent par les garde-côtes. Ils séjournèrent dans les camps de réfugiés mais certains d'entre eux étaient libérés pour servir dans des unités agricoles et industrielles espagnoles avec des documents de régularisation et de permis de séjour. Ainsi ces clandestins pouvaient gagner leur vie et aider leurs parents. Ce qui fut un des objectifs de départ. Maintenant, il serait important de voir la nécessité de ce déplacement pour ces familles qui attendent beaucoup de ces jeunes partis clandestinement pour des réponses à leurs situations difficiles et peu reluisantes. En effet, les migrants préfèrent la souffrance à la honte de revenir sans être allés jusqu'au bout de leur aventure. Ainsi la souffrance n'a cependant rien changé à leur détermination.

Par ailleurs, l'augmentation du chômage des jeunes dans les pays de départ et l'élaboration par l'Europe des politiques migratoires de plus en plus restrictives constituent les facteurs conduisant les jeunes à tenter par tous les moyens à rejoindre ce continent souvent au péril de leur vie. En 2006, plus de 31.000 immigrants clandestins, en majorité originaires de pays de l'Afrique subsaharienne dont la moitié est constituée de ressortissants sénégalais, sont arrivés en Espagne à bord d'embarcations de fortune.¹ Face au défi démographique, avec une croissance annuelle de la population qui est de 2,3%², le chômage, la pauvreté et l'absence de perspectives professionnelles constituent des facteurs déterminants qui poussent les jeunes à partir vaille que vaille. Vu la manne financière que fournit l'émigration, il est nécessaire et primordiale de poser le débat et de trouver des voies et moyens afin d'asseoir une politique concertée en matière migratoire. C'est ainsi que le représentant régional de l'OIM pour l'Afrique de l'ouest et du centre Abye Makonnen appelle les pays d'origine et de destination à mettre en harmonie leurs politiques et stratégies pour résoudre le problème de l'émigration. Il

¹ Communication de Cheikh Oumar Ba à l'occasion de la table ronde *Le Maghreb, terre d'émigration, de passage et d'immigration*, organisée par Casa Árabe à l'Université de Murcie et à la Foire du Livre de Madrid les 7 et 8 juin 2007

² FAYE, Jacques, Cheikh Oumar BA, Mamadou DANSOKO et Nuhine DIEYE PAPE, *Les implications structurelles de la libéralisation sur l'agriculture et le développement rural au Sénégal. Rapport final*, BM/IPAR/ASPRODEB, 2006, 204 p.

ajoute que les pays d'origine doivent trouver les moyens de fixer les populations sur place en opérant des activités génératrices d'emplois. Les pays de destination doivent aussi de leur côté, offrir des possibilités d'accueil à des migrants qui le souhaiteraient. La capacité à gérer la migration pose également problème parce qu'il faut vraiment une volonté nationale, une volonté de l'Etat pour pouvoir régler le problème. Il faut aussi un soutien de la communauté internationale.³

L'installation des clandestins dans ces pays de destination demeure difficile voire contraignante. Mais une partie d'entre eux ont pu s'installer et obtenir un travail qui leur a permis d'avoir une vie plus ou moins descente. Ainsi des transferts sont effectués dans les pays d'origine par les migrants partis dans la clandestinité dans un souci de payer la dette morale qui les lie avec leurs parents. Les jeunes d'aujourd'hui ont tendance à orienter leur discours dans le sens de venir au secours des parents gagnés par la pauvreté galopante. Dans le milieu de la lutte, nous entendons beaucoup ces expressions évoquées par les lutteurs : « *je veux lutter pour aider mes parents* » ou « *je veux réussir dans la lutte pour acheter une maison à mes parents* ». Ainsi il y a un souci pour ces jeunes d'aider les parents mais qu'ils ont du mal à satisfaire face à la conjoncture économique et sociale difficile.

De ce fait, la manne financière versée par les migrants à leurs parents est très considérable. Il est sans conteste que les envois de fonds ont permis à beaucoup de familles de rester dans le cercle de la productivité. Mais en 2009, nous constatons une baisse des transferts qui a eu des répercussions au niveau des couches sociales faibles. D'après un journal quotidien sénégalais, les transferts des émigrés ont diminué de 20% depuis le début de la crise en 2009⁴. Un coup durement ressenti par les parents des émigrés surtout ceux qui sont partis clandestinement plombant les « *contrats moraux* » qui existaient entre l'émigré et la famille au moment pré-départ.

Ainsi dans ce travail il s'agira, dans la première partie, de montrer le pourquoi et le comment de cette étude ; dans la deuxième, nous allons faire l'état des lieux de la situation migratoire au Sénégal; dans la troisième partie, nous procéderons à l'analyse et l'interprétation des données quantitatives et qualitatives recueillis sur le terrain.

³ Sud quotidien du mardi 16 juin 2009 p 2 n° 4841

⁴ Quotidien sénégalais Wal fadjiri, 11 mai 2009

PARTIE I : PARTIE THEORIQUE ET
METHODOLOGIQUE

CHAPITRE 1 : Partie théorique

1-Problématique

A l'heure actuelle où les contributions issues des migrations jouent un rôle essentiellement important sur le vécu des familles d'origine, il est judicieux de se préoccuper des rapports qui existeraient entre les migrants et leur famille d'origine en réponse aux défis financiers et matériels qui les interpellent.

Dans un premier temps, l'émigration prend la forme d'une accumulation de capital, de la recherche perpétuelle de revenus qui va permettre de promouvoir l'investissement dans les pays d'origine. La contribution financière des personnes issues de l'immigration à leur pays d'origine est souvent considérable, rapportée aux montants consacrés à l'aide publique au développement. Sous cette rubrique, il y a la part réservée aux flux monétaires mais également aux flux immatériels qui sont considérables.

En effet, les impacts de la migration ne sont pas à ignorer au niveau de la famille vus qu'ils contribuent à l'entretien et au maintien des familles dans le cercle de la productivité dans un nouveau contexte marqué par la crise. Comme le stipule Marie Revel et Sarah Mangolini⁵ in *Migrations mondiales et européennes : évolution et nouvelle donne*. Les transferts des fonds effectués dans les pays d'origine des migrants sur une seule année sont exorbitants. Si l'on tient compte des seuls transferts faits par les sénégalais de l'extérieur dans leur famille d'origine, notamment d'Elie Safa qui avancent que les remises continues des sénégalais émigrés qui se chiffrent à plus de Trois milliards (3.000.000.000) de F CFA par an. Une somme que les organisations internationales de développement, les institutions financières internationales et la société civile jugent significatifs pour promouvoir le développement des familles, si elle est utilisée à bon escient. Pour étayer ces propos, un rapport de la Banque Mondiale révèle en 2005, les chiffres officiels sont estimés à plus de deux cent trente deux milliards de dollars dont cent soixante sept milliards de dollars en direction des pays en développement représentant le double de l'aide au développement ainsi que la principale source de capitaux extérieurs de nombreux pays en développement. Mais à ce chiffre de trois cent trente deux milliards de francs, il faut ajouter 50% de plus et qui concerne les envois informels.

C'est ce que beaucoup d'auteurs ont montré sur les effets des transferts mettant en exergue l'usage rationnel de ces fonds envoyés comme catalyseur de développement des pays

⁵ Contribution de Marie Revel et Sarah Mangolini, *Migrations mondiales et européennes : évolution et nouvelle donne*

du Sud. C'est la conviction de Mansour Tall⁶ d'avoir montré ce que pourrait représenter les sommes exorbitantes des migrants envoyés à leur famille d'une part montrant aussi la mauvaise gestion par la famille des revenus des migrants croyant à l'eldorado européen et la facilité de s'appropriation de l'argent.

Le contexte actuel marqué par la crise économique et financière mondiale voudrait que certaines réflexions soient menées pour une large connaissance des revenus des migrants surtout ceux qui ont eu à migrer en dehors des marges légales. Une compréhension des logiques de l'usage des fonds devrait nous éclairer sur les orientations et les pistes à entreprendre. La problématique de l'émigration clandestine et ses dérivés n'ont pas cessé de porter des interrogations sur les conséquences au niveau de la famille. D'abord ces clandestins une fois arrivés sur les côtes espagnoles sont détenus dans des camps, ou ils arrivent à échapper à la vigilance des garde-côtes pour s'introduire dans la ville. Ainsi on est en face de deux types de migrants; ceux qui arrivent à échapper à la vigilance des garde-côtes et ceux qui sont relâchés après une période de détention dans les camps de réfugiés espagnols. Il faut rappeler que ces deux types de migrants n'ont pas une étiquette assez semblable du point de vue de leur statut juridique de migrant qui pour le premier est dans une illégalité absolue et le second ayant un statut juridiquement correct. Ils se trouvent qu'ils sont dans l'obligation morale de satisfaire les besoins familiaux et de survie en envoyant de l'argent. Certains facteurs d'ordre statutaires ou économiques jouent sur les comportements liés à la non régularité des envois sur les familles d'origine. Or, cette rupture des envois qui pourraient s'amenuiser voire cesser montre l'effet pervers de ce déplacement. Un voyage risqué des jeunes au péril de leur vie qui s'est réalisé en usant de leurs dernières ressources (argent, bijoux, biens immobiliers) qui fort expressément révèle la nécessité d'effectuer des transferts. L'intérêt des constats réside alors sur la nécessité d'orienter la réflexion vers les comportements liés au dynamisme et à la régularité des envois afin de cerner les contours liés aux attentes par rapport au transfert des ressources financières qui peuvent s'éclorer au vu du contexte économique et financière assombrissant les lendemains des pays d'accueil. Or, ce besoin de sécurité ne se fait plus sentir pour les émigrés. Ainsi comme disait un éminent théoricien de la migration « *la majorité des migrants est motivée par un désir de sécurité professionnelle et matérielle que l'économie locale ne peut leur fournir* ». Cette émigration devient une obligation en vue de répondre aux sollicitations des familles une fois qu'ils s'installent dans la société réceptrice. Ce qui du reste n'est pas évident. Autant dire que

⁶ Tall S.Mansour, « *L'émigration internationale sénégalaise d'hier à demain* », Momar Coumba Diop, « *la société sénégalaise entre le local et le global* » Edition Khartala, pp.549-578

l'attente des familles est grande et que la nécessité de vouloir résoudre les difficultés socio-économiques dans le pays de départ sont quasi-impossibles.

La dépendance de la famille sénégalaise sur les revenus des migrants étant non-négligeables, il faudrait inventorier la part objective des envois sur la survie familiale. Ces sommes sont en grande partie utilisées dans les dépenses de familles notamment les dépenses de souveraineté familiale telles que les factures d'eau, d'électricité, de téléphone, de loyer, les dépenses d'alimentation, et quelques fois les dépenses secondaires allant dans le mobilier, l'immobilier etc.

Les comportements migratoires par l'entremise des transferts jouent effectivement un rôle moteur dans les liens familiaux qui pourraient exister vus les distances kilométriques qui séparent les migrants et leurs familles. En effet les facteurs de renoncement ou d'adhésion au voyage ne sont pas toujours liés par les irrégularités des envois. La détermination à vouloir émigrer ne se focalise pas toujours sur les effets bénéfiques de la migration.

L'agrégation de tous ces éléments prolonge notre réflexion à davantage statuer sur l'émigration clandestine et ses impacts sur les familles d'origine considérant que la plupart des candidats potentiels à cette émigration sont issus des couches sociales assez faibles en incluant que les transferts ne reconforteraient que les manquements ressentis au niveau de la famille.

Par ailleurs, le sort de ces familles dépend en grande partie des sources de revenus de leurs enfants. Beaucoup de candidats potentiels entretenaient leurs familles avec les revenus de la pêche et étaient leur seul espoir. Saint-Louis a aussi la spécificité d'être une localité où la seule activité demeure la pêche. Ainsi avec la surexploitation des espèces marines et la fermeture et l'interdiction de pêche dans les côtes mauritaniennes, la situation des jeunes est devenue problématique et précaire et les familles vivaient dans le désarroi le plus total. C'est sans compter avec la découverte d'une nouvelle forme stratégie de survie que l'espoir a surgi au niveau des familles. Les populations saint-louisiennes ont été les premiers à émigrer en Espagne via la mer. La découverte de ce nouveau canal a permis bon nombre de jeunes pêcheurs de Saint-Louis mais avec une tendance moins forte. Ce n'est qu'en 2004 et 2005 que, avec les restrictions faites sur les visas et permis de séjour accumulé avec la crise de l'emploi et la saturation de l'économie populaire, d'autres jeunes se sont rués sur ce phénomène créant un désordre.

Donc dans cette étude, nous allons pousser notre investigation sur les effets de l'émigration dans le champ de la famille. Ainsi pousser cette réflexion nous invite à se poser les questions suivantes:

-Les transferts suffisent-ils à couvrir les dépenses de souveraineté dans un contexte de crise économique et financière ? Comment ? Par quels moyens ?

-Après tout, ces transferts ont-ils changé les modes de vie des familles d'origine ?

-Quels sont les impacts réels des transferts d'argent effectués par les jeunes arrivés en Europe dans la clandestinité?

2- LES OBJECTIFS DE LA RECHERCHE

Dans le souci de bien orienter notre recherche et de cerner notre objet d'étude, nous avons défini un certain nombre d'objectifs :

2-1 Objectif principal

La préoccupation de cette étude étant de contribuer à la réflexion des rapports qui existent entre émigré clandestin et famille d'origine par l'entremise des transferts d'argent dans un contexte de crise économique et financière. Ce travail aura pour objectif principal de:

-comprendre la nécessité et l'intérêt de l'émigration illégale des jeunes sénégalais sur leur famille d'origine et voir les relations qui existent entre les transferts et les besoins économiques de la famille.

2-2 Objectifs spécifiques

-mesurer la dynamique et la régularité des envois face aux besoins dans un contexte de crise

-mesurer l'importance des transferts dans le revenu des ménages et de mesurer leur impact sur la réduction de la pauvreté.

-montrer les changements dans les modes de vie des familles d'origine des migrants étant donné qu'ils sont partis dans la clandestinité.

-analyser et diagnostiquer l'impact et la nécessité de l'émigration clandestine dans les familles d'origine.

3-LES HYPOTHESES DE RECHERCHE

La recherche en Sciences Sociales exige l'élaboration, sur la base d'exigences méthodologiques et scientifiques de réponses anticipées aux questions que le chercheur se pose afin de garantir l'efficacité de la stratégie de l'intervention sociale.

3-1 Hypothèse principale

Les transferts d'argent contribuent d'une façon ou d'une autre à maintenir les familles d'origine dans le cercle de la productivité et rentrent dans les logiques des stratégies de survie.

3-2 Hypothèses secondaires

Les envois d'argent des immigrés sénégalais n'ont pas profondément changé les modes de vie des familles d'origine

Les transformations notées ont permis de comprendre la nécessité et l'obligation pour ces jeunes de vouloir émigrer à tout prix.

4-CADRE THEORIQUE

Le fait scientifique ne nous renseigne pas, mais doit impérativement s'articuler dans une démarche suivie et adoptée pour se légitimer. Comme disait BACHELARD a écrit : « *le fait scientifique est conquis, construit et constaté* » ainsi un fait ne peut prendre sens que sur un fond global de construction et de reconstruction en fonction des préoccupations du chercheur.

Etant soucieux de la scientificité dont nous devons faire montre dans ce travail, nous nous vouerons à cette tâche incontournable qui consiste à sortir de la pénombre et à exposer toutes les recettes qui nous permettront d'atteindre le réel. Sur ce nous allons faire usage d'une analyse qui se situe à niveaux imbriqués.

En effet notre expérience de terrain conjuguée à l'état de nos connaissances en sociologie, dans le cadre des divers raisonnements faits sur les questions migratoires, ses enjeux, et l'intérêt des déplacements humains à la quête d'un meilleur être nous poussent à considérer comme légitime et morale les contributions et les transferts d'argent car permettant à la famille de vivre et de survivre en maintenant les acquis sinon d'en rajouter.

De là, il importe de mentionner que plusieurs théories relevant de la migration ont été avancées.

Nous mentionnerons sous ce rapport les modèles développés dans le cadre migratoire comme le modèle de *push and pull* et le modèle d'**attraction-répulsion**. Ces deux modèles pris ont la particularité de mettre dans un rapport de réponse économique entre deux pays ayant des différents niveaux de développement. Ce sont une référence sur les motivations liées à la migration en passant par le choix des pays de destination en vue de répondre aux besoins économiques de la famille. Ce modèle d'attraction-répulsion développé par LEE fait allusion à cette dimension du niveau et du degré de développement de certains pays du Nord qui attirent par leur industrialisation, leur ouverture à l'extérieur, à suivre ou à être influencer par les effets de la mondialisation et de la globalisation des échanges. On redoute par là que les migrations sont les effets pervers de la mondialisation des échanges car à force de puiser sur les ressources internes des pays du Sud, on arrivera à contraindre les habitants à émigrer

parce que les ressources n'existeront plus et qu'une bonne partie de ces richesses sont exportées vers les pays du Nord. Dès lors il y a de quoi de trouver des stratégies de départ car le degré de précarité des familles reste profond et la situation est devenue critique.

L'intérêt de cette approche réside dans le fait d'avoir montré, au passage que les départs risqués constituent une stratégie de survie au sein de la famille et que les facteurs d'appel ont porté à ce phénomène une ampleur. On pourrait adjoindre à cette théorie ce qu'on appelle les **théories néo-classiques** de la migration tiennent compte des déséquilibres socio-économiques entre zone de départ et zone d'arrivée qui pourraient pousser les individus à migrer, vue la nécessité des transferts dans les milieux d'origine qui jouent un rôle **d'équilibre social**. Dans les approches pluridisciplinaires comme l'approche structuraliste présentée comme une alternative aux théories néoclassiques de la migration et la théorie de l'attraction-répulsion élaborée par Lee (1966), un certain privilège est accordé aux facteurs macro structurels au détriment des facteurs individuels. En effet, tenir compte de ces deux facteurs cités nous permettra de voir dans la dynamique des régularités des transferts le facteur dominant qui a été à l'origine du départ (choix du groupe ou personnel) dans les différents ménages que nous allons visiter. Si c'est le groupe qui décide du départ là on pourra considérer que c'est un fait relevant de facteurs macro structurels.

Les approches basées sur la **stratégie familiale** ou du ménage prennent en compte les facteurs liés à l'organisation des activités de production et de reproduction dans le ménage, ainsi qu'au processus de prise de décision.

Les approches fonctionnalistes et d'individualisme méthodologique de Raymond BOUDON qui préconise pour la première les différentes fonctions que joue l'acteur en tant que tel dans le système social lui confère plusieurs rôles et la deuxième qui s'interroge sur le comportement réel des acteurs, en considérant les rôles non comme des normes contraignantes mais comme des possibilités d'usages offertes aux acteurs.

Vue sous cet angle le fonctionnalisme et l'individualisme méthodologique nous semble les modèles les plus appropriés. Le fonctionnalisme pour l'américain Talcott Parsons, « *les individus sont des acteurs sociaux qui cherchent à optimiser leur satisfaction* ». Pour cela, ils se donnent des objectifs et déterminent les moyens les plus efficaces pour y parvenir. L'action sociale résulte donc de choix individuels qui ont un sens pour leurs auteurs.

Les choix des individus sont des choix sous contraintes. Contraintes matérielles (revenu), mais essentiellement contraintes symboliques car la société véhicule des valeurs et des normes qui orientent les actions. Cependant les actions remplissent des fonctions. Cela signifie qu'elles servent à quelque chose, qu'elles ont une utilité au niveau de la société.

La société est un système (objet complexe composé d'éléments interdépendants) dont la fonction principale est d'intégrer les individus. Ce système peut évoluer mais sans cesser de remplir ses fonctions.

L'intérêt de cette approche fonctionnaliste réside dans le fait d'avoir montré que les individus jouent un certain nombre de rôles qui participent au bon fonctionnement de la société, de la communauté ou de la famille. Les fonctions sociales que jouent les envois d'argent ne sont pas sans nul doute à ignorer et que les motivations liées aux envois relèvent de trois types de motivations à partir de la littérature:

Un degré élevé d'altruisme: le migrant se préoccupe des membres de sa famille qu'il a laissés dans son pays d'origine en envoyant de l'argent pour améliorer leur bien-être et leurs conditions de vie.

Un sentiment d'égoïsme: renvoie de l'argent pour ne pas être déshérité, volonté d'investir dans son village en vue de son retour au pays.

Une conspiration de contrat implicite entre le migrant et la famille: c'est un accord mutuellement bénéfique où les transferts de fonds sont un remboursement des sommes avancées par la famille pour financer les frais liés à la migration, d'un autre côté le migrant fournit une assurance à sa famille en permettant une diversification des sources de revenus et d'un partage des risques entre le migrant et sa famille.

Ainsi un migrant envoie de l'argent à sa famille pour des raisons bien précises ; maintenant il s'agira de voir à partir de ces motivations les effets et l'incidence de ces transferts dans le fonctionnement de la vie des familles d'origine. De ce fait, les rôles joués par les immigrants sont considérés et étudiés dans toutes ses dimensions.

Réfléchir sur les vécus des familles et les envois d'argent nécessite forcément une accentuation des formes de solidarité qui peuvent exister dans les familles africaines et sénégalaises pour contrecarrer la crise économique et financière. Cette thèse est appuyée par MARC MONTOUSSE ET GILLES RENOARD⁷ qui avance que «*la solidarité familiale se renforce avec la crise*» mais d'après la littérature et les observateurs avertis, on assiste de plus en plus à une individualisation dans les pratiques des sociétés africaines.

Aujourd'hui avec les effets de la crise mondiale qui ne cesse de toucher les couches vulnérables et la montée de la crise de l'emploi dans les pays du Nord, ces envois qui relèvent des attentes de la famille est bien une dimension de réflexion vues les diverses fonctions qu'il remplit dans nos sociétés et sur la famille. Cependant certaines notions, termes et indicateurs

⁷ Marc Montoussé et Gilles Renouard, *100 fiches pour comprendre la sociologie*, Edition Bréal, 1997, p. 207

ne manqueront d'être traités et revisités de par leur objectivité et leur implication sur le sujet en l'occurrence les notions de dépendance, d'interdépendance, de solidarité familiale, de lien social, de dette dite morale, de contrat implicite entre famille et migrant.

Ces éléments serviront de socle pour mieux entrer au cœur de la problématique des envois d'argent au niveau des familles d'origine et nous tenterons d'analyser le sujet en fonction des types de motivations que génèrent les transferts d'argent.

Selon Malinowski, tout est fonction dans la société et cette phrase nous pouvons l'appliquer aux effets de l'émigration qui est un fait important dans la société du fait des besoins qu'il suscite et qu'il remplit. La fonction première de l'émigration permet aux jeunes de subvenir à leurs besoins et ceux de leur famille. Les transferts d'argent faites permettent à la famille de se maintenir dans le cercle de la productivité, d'assurer leur survie, de prétendre investissement social et humain. Ces envois arrangent beaucoup de personnes qui vivent sous la dépendance des transferts. Donc les envois et l'émigration jouent un rôle ou une fonction économique considérable. Elles jouent aussi la fonction collective ou communautaire car permettant pour les uns et les autres d'en bénéficier parce que certains réalisations ont été exécutés sous les frais des migrants qui financent généralement les projets communautaires (associations, groupements, communauté, groupe etc.). Il a aussi une fonction de «développement» car nous avons longtemps parlé des migrations et leur rapport avec l'aide public au développement et les budgets des Etats. Cette question nous édifie de l'importance des transferts dans les investissements qui est assez énorme pour suppléer les fonds octroyés par les bailleurs et les institutions financières internationales si une utilisation y est faite. C'est en ce sens que nous considérons que les « *remises* » ou « *effets de retour* » jouent une fonction ou des fonctions particulières.

5-Justification de l'étude

Située au cœur des préoccupations de la majorité de la jeunesse sénégalaise, l'émigration clandestine est un phénomène nouveau qui mérite d'être explicité et exploré. On parle généralement des effets que les migrations produisent dans les pays d'origine. Les transferts d'argent constituent des mannes financières importantes dans les pays d'accueil. Les populations locales y trouvent leur compte et installent des dépendances au niveau des familles. L'émigration demeure un moyen de survie. Il serait intéressant de comprendre en quoi l'émigration illégale a produit ses effets escomptés dans la mesure où ces jeunes dans le lieu de départ avaient la ferme intention de réussir et d'aider leur parent resté au pays sachant que les espoirs ne se sont pas estompés vu l'implication et l'engagement que les parents ont montré pour la réussite sociale de leur enfant.

6-Conceptualisation

Dans ce travail, le concept de **fonction** aura une place privilégiée. Ceci pour montrer les fonctions que jouent les immigrés sénégalais au niveau des ménages à travers les envois d'argent. Comme l'a énoncé Malinowski « *la fonction de tout fait social est de répondre aux besoins de la société dont les besoins les plus primaires* ». Pour Malinowski une société forme un tout composé de différentes parties entretenant des relations organiques entre elles. Ainsi en se saisissant d'un fait social et en décrivant sa fonction, on peut reconstruire le schéma de fonctionnement de la société étudiée et en comprendre les logiques. (y inclure les notions de rôle)

Dans cette présente étude, la fonction requiert plusieurs dimensions; d'abord il y a la fonction économique que peut jouer l'émigré à travers les transferts d'argent, ensuite il y a la fonction sociale. Si toutes ces fonctions sont remplies, on peut en déduire que la notion d'équilibre social ou de régulateur social est présente par le biais des transferts. En conjuguant les deux approches, on peut avancer que les fonctions sont tout à fait socio-économiques. Quand nous parlons de fonction, il n'est pas indispensable de mentionner le rôle ou les rôles que peuvent jouer un individu qui a migré surtout quand ce dernier a été soutenu et encouragé au moment de son départ. De ce fait, il y a une attente et un espoir de la part des familles qui comptent sur les envois pour améliorer leur quotidien, d'où cette nécessité de conceptualiser, en s'inscrivant dans la lignée des spécialistes de la migration internationale, le terme de « *remises* ».

Le concept de **remise** : Pour prendre en compte toute la diversité des formes de convoyage d'argent et d'envois de fonds des pays d'accueil au pays d'origine, les spécialistes de la migration internationale utilisent de plus en plus le concept de remise essentiel des revenus collectés par le migrant est transféré dans le pays d'origine.

Ce concept est utilisé par Mansour Tall⁸ pour montrer les envois faits par les migrants sénégalais dans leur pays d'origine. Une manne financière considérable qui permet à la famille restée dans le pays d'origine de vivre et de satisfaire leurs besoins.

Ce concept n'est pas bien développé par les chercheurs car il se révèle restreint dans le cadre des travaux en sciences sociales. Mansour Tall montre dans ses études que ces remises constituent tous les transferts et envois des migrants de quelle nature que ce soit.

A l'opposé, nous considérons que ces remises sont les transferts d'argent que les migrants effectuent auprès de leur famille d'origine.

⁸ Tall S.Mansour, op. cit. , pp.549-578

Ainsi ces remises sont une volonté manifestée des migrants de soutenir leurs familles et de rembourser cette dette que nous pouvons qualifier de morale envers nos parents. Dans un autre registre, les familles attendent naturellement des rentrées de fonds qui leur permettent de subvenir à leurs besoins et de la communauté. Les remises constituent alors des effets de retour surtout quand la famille a investi dans le départ de la personne migrante.

Pour donner une illustration de l'importance des mannes financières envoyées par les migrants à leurs familles, il est à noter que le montant annuel moyen transféré par personne en 1998 vers le pays d'origine est de 8800FF⁹ chez les émigrés sénégalais de France. Les ¾ de ces sommes sont destinés aux familles, le reste va à des activités économiques ou à des placements sur des comptes d'épargne au pays.¹⁰ Les fonds des émigrés constituent dans beaucoup de zones, le principal apport financier des familles pour décanter des situations socio-familiales. L'argent des émigrés a le mérite d'arriver à bon port ce qui n'est pas le cas des aides publiques au développement.

Quelle que soit la source considérée, le constat est le même : les émigrés injectent des sommes d'argent énormes au Sénégal.

C'est ainsi que, dans cette étude, nous allons considérer les remises que s'il y a un investissement qui a été fait par les membres de la famille à l'égard du migrant au moment du départ qui peuvent se matérialiser par des cotisations, des emprunts auprès d'une tierce personne et qui a pour finalité de faire émigrer ce membre de la famille. Pour dire que les remises sont attendues par la famille lorsqu'il y a un investissement au moment du départ. Pour prendre en compte toute la diversité des formes de convoyage d'argent et d'envois de fonds des pays d'accueil au pays d'origine, les spécialistes de la migration internationale utilisent de plus en plus le concept de remise essentiel des revenus collectés par le migrant est transféré dans le pays d'origine.

7- Revue critique de la littérature

Dans son rapport, Laurent Parrot¹¹ sur le rôle des transferts migratoires dans l'économie des ménages de la Vallée du Fleuve Sénégal analyse l'intérêt des transferts dans l'économie des ménages dans une localité où il ya une tendance migratoire assez forte en l'occurrence le Nord du Sénégal. Dans cette localité affirme t-il 46% des ménages vivent des sources de revenus des migrants. Également revenant sur l'importance des envois ils

⁹ Simon G, Migration et développement dans les pays d'origine : remises et association de migrants, réunion interrégionale sur la participation des migrants au développement de leurs pays d'origine, Dakar- Sénégal 9-13 octobre

¹⁰ Simon G, op. cit.

¹¹ Parrot Pierre, *Le rôle des transferts migratoires dans l'économie des ménages de la Vallée du Fleuve Sénégal*, rapport de stage, Aout 1993, Dakar Orstom, 55p

approuvent que les dépenses alimentaires absorbent la quasi-totalité des montants des transferts migratoires

Cette constatation rejoint les conclusions de Lipton¹² dans son article concernant les pays pauvres, qui affirme que les besoins de consommations quotidiens absorbent souvent 90% ou plus des transferts de fonds.

D'ailleurs, Parrot place sa réflexion dans le contexte communautaire villageoise où les revenus des migrants sont partagés même dans les familles où il n'y a pas de migrants. Pour dire que le système de solidarité a toujours prévalu dans les relations villageoises ou communautaires. Il ajoute qu'à un certain niveau si les ressources couvrant les dépenses normales de la famille « *la rente migratoire peut être réinvestie vers d'autres postes : habitat en premier lieu suivi finalement par les investissements économiquement productifs* »

Philippe Antoine et Landing Savané contrarient Parrot sur le fait que les types de solidarité se manifestent dans le domaine migratoire. Ils se sont focalisés dans leurs écrits sur les effets contre intuitifs qu'engendre les migrations en ce qui concerne les valeurs familiales et villageoises et d'entraide qui ont périclité et l'individualisme qui se développe dans les pays d'origine et d'accueil.

Tshintu Bakajika Expert en gestion de l'information Président du Bureau d'Information pour le Développement avance que les personnes migrent dans les pays à forte puissance économique pour des raisons qu'il cite comme l'acquisition de fonds nécessaire au démarrage d'une activité lucrative dans leur pays d'origine, la quête de l'amélioration du bien-être de la grande famille restée au pays. Il dénonce dans un autre registre la pratique clandestine des jeunes pour accéder en Europe car croyant que des facilités leur seront offertes.

Il aboutit au travail des migrants qui leur permettent « *de nouer les deux bouts et d'épargner quelque chose pour la grande famille restée en Afrique, chose difficilement réalisable en étant sur le continent* ». Il signale aussi que pour « *une famille africaine avoir un de ses membres en Occident revient à avoir une source de financement du social. La présence croissante des maisons de transfert des fonds dans la région en est une preuve éloquente. Elle se constitue en une porte d'entrée de devises étrangère. Cette source instable de financement du social est beaucoup plus favorable à la subsistance qu'à l'existence* ».

Considérant l'émigration comme un leitmotiv du développement pour les pays d'accueil ainsi que pour les pays d'origine, l'institut Panos¹³ a fait un diagnostic sans

¹² Lipton Michael, *Migration from rural areas of poor countries : the impact on rural productivity and income distributions*, World development 8 January 1980, 12

complaisance des effets positifs que peuvent produire les migrations et appelle à une reconnaissance des immigrés dans le développement des pays d'origine. Il revient sur la manière dont les migrants arrivent à épargner et sur les projets sur lesquels ils s'investissent. L'investissement dans les pays d'origine est une priorité pour les émigrés. Egalement cet ouvrage fait un point sur les formes de transferts: les transferts visibles et les transferts non visibles. Ces transferts contribuent à un processus de transformation sociale dans les pays d'origine. Un exemple a été donné sur la Vallée du Fleuve Sénégal concernant les réalisations faites par les émigrés qui sont passées en moins de dix ans du simple au triple. Ce qui montre l'importance des transferts dans la survie des populations d'où un besoin social qui se fait sentir dans les pays de départ. Dans le champ du développement, on occulte souvent la part de l'immigré dans le développement des pays. Malgré l'importance accordée dans la littérature sur les migrations aux transferts des économies de travailleurs notamment dans les analyses économiques coûts-bénéfices des migrations, force est de reconnaître que si quelques études ont été menées pour tenter d'évaluer le niveau et l'impact de ces transferts de fonds sur l'économie des pays tant d'origine que d'accueil. Peu d'éléments d'analyse sont disponibles pour apprécier l'impact de ces transferts de fonds sur les projets de vie des travailleurs immigrés et de leur famille. Le versement d'argent dans les pays d'origine est un moyen de conserver les liens qui les lient avec les populations locales. Les envois destinés à la famille représentent 75% du montant total des sommes transférées alors que ceux destinés à être placés sur un compte bancaire, à une activité immobilière ou encore à une activité économique représentent respectivement 10, 8, et 4 % de cette somme globale.

L'étude¹⁴ faite par les jeunes du mouvement citoyen nous éclaire sur les profils des candidats à l'émigration clandestine dans les localités du Sénégal où il y a eu plusieurs de départs notamment Kayar, Yarakh, Mbour, Saint-Louis. Cette étude servira d'amorce et un point de départ pour notre travail. Dans ce travail, les auteurs nous présentent l'émigration clandestine comme une déviance puisqu'il ne se conforme pas aux normes sociales du groupe. L'émigré clandestin est un jeune des quartiers populaires, les chômeurs, les déclassés les petits commerçants, les artisans, les pêcheurs et les jeunes ruraux.

Ce mouvement irrégulier date des années 70, 80, 90 où les candidats empruntaient le désert du Sahara et échouaient à CEUTA et MELILLA. Ce n'est qu'aujourd'hui plus exactement en 2006 que cette émigration se fait à partir des ports de Nouadhibou où des

¹³ Institut panos paris, *D'un voyage à l'autre des voix de l'immigration pour un développement pluriel*, éditions Karthala, Paris 2001, 303p

¹⁴ Mbow, Penda, Tamba, Moustapha et al. *l'émigration clandestine le profil des candidats*, 2008

côtes sénégalaises (Yarakh, Guet Ndar, Kayar, Mbour, Joal, Carabane) où ils empruntent les embarcations de fortune pour rallier les Iles Canaries. Toujours dans ce même document, on nous révèle que, d'après les autorités espagnoles, le Sénégal a supplanté le Maroc et la Mauritanie au premier rang des pays dont les côtes servent de point de départ vers l'Espagne. La mer devient un nouvel itinéraire migratoire et la pirogue un moyen de rallier l'Europe via les Iles Canaries.

Dans ce travail, ils ont avancé des facteurs internes qui ont été à l'origine des départs notamment les Politiques d'Ajustement Structurel et la dévaluation du F CFA et l'affaïssement des trois secteurs clés de l'économie sénégalaise: agriculture, pêche et industrie. Il est à préciser que la France, l'Italie et l'Espagne sont les pays de l'Union Européenne concernés par la migration sénégalaise. Dans ces trois pays, les sénégalais restent les plus nombreux de toute la population africaine originaire du Sud du Sahara.

Ainsi dans cette étude quatre différentes zones d'embarcation sont considérés, il s'agit de Guet Ndar, Mbour, Kayar, Yarakh dont la principale caractéristique est leur ouverture sur l'Océan Atlantique et par la pêche comme activité dominante.

Différentes catégories sociales sont citées comme des clandestins mais les pêcheurs constituent l'effectif le plus élevé car ayant une culture de la mer et de l'eau. Ces jeunes occupaient de petits boulots dans le Pays d'origine. Les parents sont en effet favorables à ce voyage risqué de leurs progénitures même si certains même leurs parures, leurs bijoux et tout ce qu'elles possèdent comme bien pour supporter les frais du voyage de leurs enfants. Soulignant la complicité des parents, ce texte ne manque pas de pointer la responsabilité de l'entourage immédiat les préparant même mystiquement.

Adepoju A.¹⁵ a fait une synthèse des maux qui gangrènent le continent africain et qui est, sans doute, le moteur des migrations fréquentes d'aujourd'hui. De ce fait, ajoute t-il, la misère humaine s'est accentuée entraînant une régression du bien-être de l'immense majorité des africains. Il mettra beaucoup plus l'accent sur l'Afrique subsaharienne qu'il peut comme étant aujourd'hui la région la plus pauvre du monde. on retiendra principalement de cet auteur que « *l'expansion rapide de la population et de la population active, conjuguée à la stagnation de la croissance économique a entraîné une aggravation de la pauvreté et du chômage* » les illustrations précédentes lui ont permis d'aboutir à la conclusion que les migrations, que ce soit d'un village vers la ville, d'une ville secondaire vers la capitale ou d'un pays vers un autre, à l'intérieur ou à l'extérieur de la région, sont commandés par les

¹⁵ Adepoju A., les migrations internationales en Afrique Subsaharienne problèmes et tendances récentes in Revue internationale des Sciences Sociales, n°165, 2000, 436p

mêmes facteurs fondamentaux . L'absence de perspectives et la pauvreté extrême poussent les migrants à partir.

Au niveau de l'équipe de Domenach H. dans la revue européenne des migrations internationales, l'auteur s'intéresse aux investissements des émigrés. En ce sens, il lève beaucoup d'équivoques en relativisant le jugement routinier qui fait croire que les transferts de devises des émigrés étaient une source de richesse supplémentaire pour le pays d'origine, dans la mesure où ils contribuent à l'équilibre de la balance des paiements. Hervé montre qu'en réalité, ces fonds sont rarement consacrés à des investissements profitables au développement du fait que les investissements des émigrés pour leur pays d'origine ne sont pas directement productifs , leur préoccupation principale étant plutôt le logement et le bien être de leur famille.

Ce point de vue est fort intéressant dans la mesure où il permet de pointer du doigt un stéréotype ancré dans l'imaginaire populaire au point d'élever l'émigré au rang de modèle de réussite sociale. Mais peut-on considérer ce dernier autrement si l'on sait que des exemples abondent sur les émigrés dont l'apport aussi minime, soit-il permet à la famille restée sur place d'assurer le minimum nécessaire à sa survie. C'est pourquoi, l'obsession de réussir socialement explique en partie cette propension des jeunes à quitter leur pays en transitant par certains pays de la sous-région.

Mansour Tall¹⁶ a fait une réflexion sur les migrations internationales sénégalaises, leurs tendances et leurs dynamiques. En effet, les migrations au Sénégal sont entretenues par les réseaux aussi bien dans les pays d'origine que dans les pays d'accueil. Il revient sur les moyens de transferts qui sont informels et formels. Par conséquent, il explique que les revenus des migrants et les transferts traduisent un certain affaïssement des revenus des travailleurs locaux du fait de la crise des Etats, la faillite des finances publiques. Il en a profité pour montrer l'importance des transferts dans les pays d'origine notamment au Sénégal. Toujours dans ce registre, il n'a pas manqué de mentionner la dépendance de certaines localités des remises faites par les migrants à leur famille. M. Tall a même tenté de prédire que dans les années à venir on pourrait s'attendre à une hausse des remises des émigrés dans le système macro-économique et une amélioration des conditions d'existence. Cette appréciation est appuyée par Bertrand¹⁷ qui note que la mobilité est devenue l'un des indices contemporains d'un fort différentiel de revenus entre les travailleurs locaux et les émigrés.

¹⁶ Tall S.M.,op. cit.

¹⁷Bertrand M., Migrations Internationales en Côte d'Ivoire et investissements de retour au Mali, 1990, les annales de la recherche urbaine, n°49

Un document¹⁸ typiquement révélateur des volumes de transferts d'argent, des institutions qui s'y attèlent, des fonctionnements des transferts dans les familles en passant par leur utilisation, c'est le travail accompli par Issa Barro et Cerstin Sander sur les transferts d'argent des émigrés au Sénégal. Un document de référence qui va nous permettre de comprendre tous les paramètres qui tournent autour de l'émigré, les transferts d'argent et la famille. Cette trilogie n'est sans aucun doute insignifiante parce qu'elle démontre ce fort rapport qui existe entre ces trois thèmes.

Chapitre ii : METHODOLOGIE

1-La phase exploratoire

Elle est au départ de toute enquête sociologique et demeure importante pour l'orientation de l'étude. En effet, il est nécessaire avant d'entamer cette étape de savoir quoi chercher (le programme de recherche), où le chercher (les différents centres de documentation ainsi que les personnes ressources avec qui il est utile d'avoir un entretien) et comment le chercher (les procédés mis en œuvre pour recueillir les données pertinentes). Pour ce faire, nous avons effectué une recherche documentaire initiale et des entretiens exploratoires. Durant cette phase exploratoire, la recherche documentaire s'est faite avec beaucoup de prudence et de discernement puisque plusieurs auteurs ont travaillé sur ce thème. Il nous fallait d'abord savoir où chercher les documents qui pourraient nous intéresser pour aborder le sujet et sortir la problématique et les questions centrales de la recherche. Au début de la phase documentaire, il faut souligner que les ouvrages que nous avons eu à consulter, n'étaient pas très actuels au regard de la portée récente de notre sujet.

Quant aux entretiens exploratoires, les informations recueillies auprès de personnes ressources nous ont permis de mieux comprendre au préalable les enjeux de l'émigration clandestine et les motivations réelles de certains futurs migrants. Ainsi, il nous fallait recouper les différentes informations que nous avons au niveau des entretiens et au niveau de la recherche documentaire initiale.

2 La recherche documentaire

¹⁸ SANDER Cerstin & BARRO Issa et al. Étude sur le transfert d'argent des Émigrés au Sénégal et les services de Transfert en micro-finance, Social Finance Programme, Document de Travail (No. 40), 2004, 50p

Elle constitue la première phase de toute étude scientifique, car elle permet de faire l'état des lieux des travaux faits antérieurement sur le thème. En effet, il est peu probable que le sujet à étudier n'ait jamais été abordé auparavant par quelqu'un d'autre, en partie ou de manière indirecte. L'étude s'inscrit donc dans un *continuum*. La recherche documentaire permet ainsi de donner une orientation à notre étude.

Ainsi, nous nous sommes attelé à faire une revue de tous les écrits qui ont trait à la question de la migration, d'en analyser ceux qui se rapportent le plus à notre sujet. On a pu ainsi dégager les différents points de vue, et faire une synthèse des connaissances. Cela nous a conduit dans différentes bibliothèques et centres de recherches : bibliothèque du département de sociologie, bibliothèque centrale de l'université, bibliothèque de l'IFAN, celles de Enda Tiers-monde, IRD, CODESRIA et DPS. A cela, il faut ajouter la documentation électronique qui a été aussi mise à contribution dans cette étude.

Ces démarches nous ont permis de collecter un nombre assez important de données traitant de notre question de recherche. Notons cependant que les écrits scientifiques traitant de l'émigration en général étaient plus abondants que ceux traitant spécifiquement de l'émigration clandestine, notamment au Sénégal.

3- Sites et populations

Au Sénégal, le phénomène de l'émigration clandestine a concerné plusieurs zones ou localités notamment les régions ou départements où la pêche est la principale activité et constitue une des principales sources de revenus. Les principales zones de départ sont Kayar, Mbour, Saint-Louis et les zones de départ que l'on peut appeler secondaires comme Saly Portudal, Mboro, Joal et autres zones côtières sénégalaises. Le site de Saint-Louis sera choisi parmi les trois zones de départ principales. Ce choix n'est pas fortuit parce que tout d'abord la Commune de Saint-Louis reste l'une des zones où l'on a noté beaucoup de départs chez les jeunes. Beaucoup d'entre eux candidats potentiels entretenaient leurs familles avec les revenus de la pêche et étaient leur seul espoir. Saint-Louis a aussi la spécificité d'être une localité où la seule activité demeure la pêche. Ainsi avec la surexploitation des espèces marines et la fermeture et l'interdiction de pêche dans les côtes mauritaniennes, la situation des jeunes est devenue problématique et précaire et les familles vivaient dans le désarroi le plus total. C'est sans compter avec la découverte d'une nouvelle forme stratégie de survie que l'espoir a surgi au niveau des familles. Les populations Saint-Louisiennes ont été les premiers à émigrer en Espagne via la mer. La découverte de ce nouveau canal a permis bon nombre de jeunes pêcheurs de Saint-Louis mais avec une tendance moins forte. Ce n'est qu'en 2004 et 2005 que, avec les restrictions faites sur les visas et permis de séjour accumulés avec la crise de

l'emploi et la saturation de l'économie populaire, d'autres jeunes se sont rués sur ce phénomène créant un désordre.

4- Constitution de l'échantillon

La constitution d'un échantillon est toujours une phase très délicate qui nécessite beaucoup de précautions car les résultats dépendent en grande partie de la manière dont il a été constitué. La manière la plus usuelle de constituer un échantillon est de partir d'une base de sondage. Mais dans le cadre de notre étude, pour des raisons de faisabilité, nous avons porté notre choix sur un échantillon raisonné. En effet, vu le manque de statistiques relatives au phénomène avec son caractère clandestin, il est impossible de dresser une base de sondage.

Nous allons employer la méthode boule de neige qui consiste à faire recourir à des personnes qui peuvent donner des informations sur d'autres, qui à leur tour feront la même chose jusqu'à ce qu'un échantillon suffisant soit constitué. Ainsi nous allons nous fixer les objectifs selon lesquels les familles ou ménages interrogés seront au plus 45 pour les entretiens ainsi que pour les questionnaires. Donc chaque famille sera soumise à la fois à un entretien et à un questionnaire.

A Saint Louis, deux quartiers feront l'objet d'investigation en l'occurrence Santhiaba et Guet-Ndar où nous avons noté beaucoup de départs.

5- Les instruments de collecte (cf. Annexes)

Notre étude n'a pas seulement un caractère qualitatif mais elle a aussi un aspect quantitatif. Ainsi un guide d'entretien et un questionnaire seront utilisés dans ce travail. Le guide d'entretien a été accompagné d'un questionnaire et qui seront soumis à un membre de la famille, ou un responsable de la famille. La conception du questionnaire montre que cet outil n'est que informatif par rapport aux envois d'argent, à leurs utilisations et à leurs périodicités pour une illustration parfaite de notre travail. Le questionnaire comporte les thèmes suivants:

- informations générales sur le migrant
- compositions et informations sur la famille
- les transferts migratoires et projets du migrant

6- le déroulement de l'enquête

La pré-enquête qui s'est déroulée au mois de juillet 2009 nous a permis de cerner notre terrain et d'appréhender des réalités existantes, de mieux libeller les questions et de

garantir la fiabilité des questions posées. Cela nous a permis de prendre en compte certains éléments de la question qu'on aurait pu omettre, et circonscrire ainsi notre objet d'étude.

Cette phase nous a mené à l'élaboration du projet d'étude, puis à la confection des outils de l'enquête (guides d'entretien). Ces outils ont ensuite été testés (le pré-test a été effectué au mois de juillet) auprès de 6 familles de clandestins afin de voir l'opérationnalité et la pertinence de certains thèmes du guide.

Cette étape bouclée, nous pouvions procéder à l'enquête proprement dite qui s'est effectuée du 07 Août au 15 septembre 2009. Pour la clarté de certaines informations, nous avons procédé à des interviews auprès de certaines personnes ressources, qui ont eu une certaine expérience dans le cadre de ces migrations et ayant observé de façon directe ou indirecte l'aventure migratoire. Ce sont en l'occurrence des amis de certains convoyeurs, frères d'un émigré parti, observateurs directs et témoins, des clandestins interceptés et/ou rapatriés, des personnes impliquées dans les voyages ou démarcheurs (qui cherchaient les clients en contrepartie d'une rémunération) etc. Lors de la descente sur le terrain, nous n'avons pas manqué de faire interviewer ces personnes nommées, c'est au cours des entretiens avec les familles qui faisaient souvent de la réticence que nous nous sommes rendus compte qu'il y avait des acteurs qui pouvaient nous livrer des informations. Ce guide¹⁹ avec qui j'étais accompagné m'a facilité les contacts en m'indiquant les foyers de ces familles de migrants. En effet, le guide et les familles entretenaient des rapports de confiance.

7- LES DIFFICULTES RENCONTREES

Aucune investigation ne pouvant se faire sans difficultés, notre étude n'a pas échappé à cette réalité. Les principaux obstacles que nous avons rencontrés dans le cadre de ce travail se déclinent comme suit :

- ✓ méfiance dans certaines familles du fait de la sensibilité de la question
- ✓ refus dans certaines familles de faire usage de notre micro-enregistreur
- ✓ difficultés parfois à avoir avec exactitude les sommes envoyées.

Toutefois, ces difficultés ne nous ont pas empêché de recueillir les informations dont nous avons besoin pour réaliser notre étude.

¹⁹ Personne avec qui j'étais accompagné, connaissant les familles de migrants et fut un clandestin refoulé à 3 reprises.

**PARTIE II : ENJEUX DE LA MIGRATION,
ETAT DES LIEUX DE L'EMIGRATION
CLANDESTINE ET EXPLOITATION DES
DONNEES**

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Chapitre I : Les dimensions de la migration sénégalaise

1- La logique de l'émigration au Sénégal

L'émigration des personnes est impulsée par le fonctionnement de la société. Ce déplacement traduit une certaine requête à apporter des solutions aux maux qui existent dans la société d'origine. L'augmentation du taux de l'émigration clandestine est liée aux exigences de la société. Ainsi, plus il y a un faible niveau de vie socio-économique dans un pays, plus le taux d'émigrés clandestins a tendance à s'élever.²⁰

C'est dans cette logique que l'émigration n'est pas un acte individuel mais familial voire social. Les causes de l'émigration découlent du fonctionnement socio-économique, de l'histoire de la société, du chômage et de la pauvreté que vivent les jeunes. Ainsi certaines représentations sociales traversent la conscience collective des populations locales et contribuent en partie à l'envie de partir. L'image de la réussite que renvoie l'émigré de retour ou de passage au pays, l'impact des images diffusées dans les télévisions sont aussi un facteur d'encouragement pour les départs. Ce rêve d'émigrer est en quelque sorte « *le produit de l'interdit* ». Le développement de cette forme de migration est en partie la conséquence de la politique migratoire européenne fondée sur la réduction drastique des visas et le contrôle sévère aux frontières, instructions dictées par l'arsenal juridique de Schengen. Cependant, ces mesures ont des effets pervers, car elles ont paradoxalement engendré le développement de l'émigration illégale.

Etant donné son caractère individuel, l'émigration fait vivre de nombreuses personnes et qui dépendent en grande partie de ces remises qui deviennent de plus en plus une imposition de la part du groupe familial d'origine. L'individualisation devient un projet familial voire communautaire. Prenons l'étude de Cerstin SANDER et Issa BARRO²¹ qui en a donné une démonstration concrète. Des exemples furent donnés à partir de quelques migrantes qui avancent les contradictions générées au quotidien par le principe de la solidarité communautaire. Une déception face à l'échec de tous les envois d'argent qu'elle a effectué vers le Sénégal et de ses projets de partenariat financier avec sa famille restée au pays est telle, qu'elle finit par affirmer que l'argent envoyé au Sénégal est de l'argent jeté c'est-à-dire mal investie.

La communauté familiale est perçue comme un gouffre, toujours demandant davantage d'argent, mais sans que l'individu puisse espérer voir lui en revenir quelque chose.

²⁰ Diama badiane op cit

²¹ Cerstin Sander & Issa Barro Et al. Étude sur le transfert d'argent des émigrés au Sénégal et les services de transfert en microfinance, Social Finance Programme, Document de Travail (N° 40)

Car l'argent qui est quantifié pour répondre aux nécessités d'un investissement économique est invariablement absorbé par les circuits communautaires. C'est de l'argent à perdre qui ne sert pas seulement à maintenir une famille en difficulté, mais à lui garantir un niveau de vie élevé, grâce à l'exploitation du travail de la migrante.

Elle n'arrive pas à ne pas obéir aux injonctions de la solidarité communautaire qu'elle a si profondément incorporées, tout en reconnaissant leur allure d'exploitation.

Par le biais de ses requêtes continuelles, le groupe pressure et absorbe la « réussite » de l'individu, sans lui permettre de continuer sa lancée individuelle. La totale indépendance de l'individu est ainsi niée par le groupe qui demande et présuppose pour soi une part des richesses du migrant refusant constamment de les investir en une entreprise génératrice de revenus et potentiellement porteuse d'autonomie. Grâce à la sensibilité des migrantes envers les obligations communautaires, une logique de l'assistanat se développe, qui légitime les individus restés au pays à ne pas s'investir dans des activités professionnelles.

Sa démarche d'individualisation la pousse à remettre en question le fonctionnement de la logique communautaire, mais elle n'est pas assez indépendante de sa famille et de l'éducation reçue (sa socialisation), pour pouvoir s'affranchir de l'obligation de donner.²²

2-Enjeux Socio-économiques des transferts financiers

Aujourd'hui les sommes en jeu sont considérables et les autorités du Sénégal sont conscientes de l'enjeu des transferts, notamment compte tenu de leur apport dans la balance des paiements. Actuellement ils représentent 7% du PIB et 82% de l'APD du Sénégal, contre 6% et 72% respectivement en 2001.²³ D'après ce rapport entre 1997 et 2002, le volume des transferts des émigrés est passé de 7% à 82% de l'aide publique au développement (APD).

Autant le volume de l'APD a diminué (de 240 milliards FCFA en 1997 à 208 milliards en 2002), autant le volume des transferts a augmenté : de 16 milliards FCFA à 169 milliards FCFA au cours de la période. Ces chiffres sont à relativiser car d'autres estimations sont plus modestes. En effet, les estimations de la Banque Mondiale pour 2001 n'étaient que \$174 millions USD, équivalent à environ 127 milliards FCFA (GDF, 2003). De telles disparités entre les données sont assez fréquentes notamment parce que les différentes institutions utilisent des définitions différentes des variables et des sources d'information.

Les transferts constituent également un élément d'amélioration de l'urbanisation. Selon une étude de la Banque de France de 1998, le dynamisme du secteur du « Bâtiment et

²² Cerstin Sander & Issa Barro et al. Op cit

²³ Diop, Cheikh, Forum sur l'investissement et l'emploi – Rôle du secteur informel et des sénégalais de l'extérieur : Stratégie de mobilisation de l'épargne et sécurisation des investissements - mai 2003

Travaux Publics » (BTP) est lié à la bonne tenue de l'immobilier résidentiel dans les zones urbaines et aux rapatriements des capitaux des émigrés²⁴.

A côté de leur rôle dans l'économie, ils ont pour but primaire l'amélioration des budgets des ménages. Comme tels, les transferts de fonds des émigrés jouent un rôle particulièrement important dans la lutte contre la pauvreté au Sénégal, notamment en milieu rural avec l'accroissement des fréquences de cycles de sécheresse et les mauvaises campagnes agricoles.

Actuellement, les transferts d'argent constituent une des principales sources de revenus pour un grand nombre de familles sénégalaises. Selon certaines estimations²⁵, ils pourraient représenter entre 30 et 80% des budgets des ménages. Dans certains villages de la région de Louga, les transferts reçus des émigrés représentent environ 90% des revenus des familles²⁶. C'est donc un élément important de régulation et d'amortissement des effets de la crise alimentaire en particulier dans les zones arides. Mais il n'en demeure pas moins que ces jeunes immigrés sont perçus dans une certaine mesure par les pays d'accueil comme une menace à leur souveraineté et à leur identité nationale²⁷.

Surtout les transferts de faible montant, comme ceux destinés aux zones rurales, s'effectuent par les informels. Cela réduit d'une part l'effet sur l'économie et d'autre part les options d'épargne ou de crédit qui pourraient être réalisées par ceux qui reçoivent les transferts.

3–Les divers modes de transferts :

Les expériences formelles les plus importantes en matière de transfert de fonds au Sénégal sont l'œuvre des structures suivantes: les Banques, La Poste et quelques institutions de micro-finance. Les opérateurs professionnels sont également présents sur ce marché (Western Union, Money Gram, etc.) à travers les réseaux des banques, de la Poste et même de certaines IMF.

Parmi les différents modes de transfert internationaux disponibles, il faut noter :

- le mandat poste international: c'est un système très utilisé, malgré les délais souvent longs et le coût parfois élevé. Par exemple, la commission de transfert dans les pays de l'UEMOA est de 2% avec un minimum de 1 000 FCFA ; dans la zone franc, la commission est de 3% avec un minimum de 1 500 FCFA ; la commission passe à 4% (avec un minimum de 2 000 FCFA)

²⁴ Fall, Abdou. S.: Enjeux et défis de la migration internationale de travail ouest africaine – juillet 2002, ILO International Migration Papers 62F

²⁵ Van Doorn, J., Globalisation, remittances and development – 2002, ILO

²⁶ Fall, Abdou. S, juillet 2002, op cit

²⁷ WIHTOL DE WENDEN (Catherine), *Faut-il ouvrir les frontières*, Paris, Presses de Sciences Pô, 1994, p. 85

lorsque qu'il s'agit de transferts en dehors de la zone franc ; de plus, les bénéficiaires de mandat doivent payer des frais, mais ceux-ci sont d'un faible montant (300 FCFA) ; mais la Poste intervient également sur le marché international du transfert avec ses propres produits (en plus de nouveaux produits des opérateurs spécialisés tels que Western Union) tels que le produit « IFSIMO» (international financial services – international money order) ;

- les transferts de compte à compte: le titulaire d'un compte bancaire à l'étranger peut transférer une certaine somme d'argent de ce compte à son propre compte ou à tout autre compte dans son pays; pour cela, il peut utiliser les transferts électroniques tels que les SWIFT ou les télex: ces transferts sont sûrs, mais pas suffisamment rapides (on observe un délai moyen de 48 heures); ils sont réputés être relativement chers notamment lorsque les opérations sont effectuées dans deux zones monétaires différentes (zone dollar et zone FCFA par exemple) ;
- les transferts de fonds à travers les réseaux des opérateurs spécialisés tels que Western Union, MoneyGram, etc: ce sont des transferts très fiables et très rapides, mais dont la plupart juge coûteux au regard de certaines sommes envoyées. Au Sénégal, ces types de transferts sont effectués par les banques et la Poste (comme agents) ainsi que par d'autres structures telles que certains SFD ou autres Télécentres et Cybercafés (comme sous agents de l'agence des banques soit avec Western Union ou MoneyGram).des acteurs indiquent clairement leur préférence pour ce mode de transfert pour la commodité, la fiabilité et la rapidité (les opérations s'effectuent vite sans trop de tracasseries administratives et les fonds sont reçus presque immédiatement et il n'y a pas de risque).

Les transferts domestiques sont dominés par la Poste avec ses divers produits : mandat fax et mandat classique (le classique est en voie de disparition). La Poste a un positionnement concurrentiel de premier plan par la densité de son réseau très ancien et bien présent dans presque toutes les localités du pays.

4- Aperçu sur les opérateurs spécialisés en matière de transferts

La majorité des transferts internationaux sont effectués par des banques installées au Sénégal et qui utilisent les services d'opérateurs spécialisés avec lesquelles elles ont passé des conventions. Les principaux opérateurs spécialisés sont: Western Union, Money Gram, Télégiros, et Money Express.

Histoire et quelques chiffres des transferts d'argent sur le réseau des différents opérateurs

Western Union est un opérateur nord-américain créé en 1871 qui a évolué dans le transfert monétaire à travers un système télématique basé sur un serveur central. Au Sénégal, Western Union a démarré en 1995 avec la Compagnie Bancaire de l'Afrique de l'Ouest (CBAO :

actuellement 31% du volume de transactions du réseau WU). La CBAO, à son tour, a contracté avec la Poste comme sous agent de WU en 1997. Aujourd'hui, la Poste est devenue agent autonome et direct de WU (depuis février 2003) et représente à elle seule 30% du réseau WU.

WU dans sa politique d'extension collabore également avec d'autres banques de la place notamment la Société Générale de Banques au Sénégal (SGBS : 32% du réseau WU) qui était sous-agent en 1999 puis agent en 2001 ; depuis fin 2001, la BICIS est elle aussi devenue agent de WU, tout comme Ecobank depuis septembre 2002. Aujourd'hui, le réseau de Western Union compte 141 guichets à travers le pays. Il s'est concentré dans les zones à forte émigration (banlieues périphériques, la ville sainte de Touba, et certains villages de la vallée du fleuve Sénégal). WU possède 90% du marché de transferts formels extérieurs au Sénégal.

Un des gros avantages de WU est la rapidité du service : un transfert met dix minutes pour que le bénéficiaire puisse y accéder (le temps nécessaire à accomplir les formalités administratives). De plus, dans ce système, ni l'émetteur ni le récepteur n'ont l'obligation d'ouvrir un compte bancaire pour effectuer un transfert et l'expéditeur n'a même pas besoin de décliner son identité (ceci est particulièrement avantageux pour les émigrés clandestins qui peuvent rester dans l'anonymat).

WU Sénégal offre spécifiquement des services de transfert : envoi et réception d'argent au niveau national, interrégional et international. Au Sénégal, WU joue plutôt un rôle de récepteur puisque environ 93 % des transactions sont des réceptions. Les envois de fonds sont reçus en monnaie locale conformément à la réglementation bancaire. Suivant les différents cas, le système de commission appliqué par WU Sénégal est variable. Nous pouvons l'observer dans le tableau ci-dessous (les montants sont pris à titre d'exemples pour illustrer). La commission à l'envoi est répartie entre les agents suivants : l'agent émetteur, l'agent récepteur, et la maison mère de Western Union.

WU constitue la première structure de transfert de fonds au Sénégal, occupant la plus grande part de marché. L'avantage comparatif de WU réside principalement dans la grande sécurité des transferts - ce qui renforce la confiance des clients - mais aussi dans la rapidité et le service de proximité qu'il offre grâce à son large réseau au Sénégal (141 guichets). Ce réseau constitue en effet le principal avantage comparatif de WU sur ces concurrents. Cependant, certains agents tels que la CBAO, dans leur souci d'augmentation de leur part de marché, ont tendance à utiliser des sous agents dont la crédibilité pourrait être remise en question (cas des Télécentres et des Cybercafés ou de cantines dans les marchés), ce qui

risquerait de cannibaliser le produit, de miner la sécurité des transactions et d'entamer la réputation de sécurité de WU. WU est le service le plus connu au Sénégal: en effet, la plupart des gens connaissent son existence et s'orientent directement vers lui en cas de besoin de transfert.

Selon les estimations, WU représenterait environ 90% des transferts formels reçus au Sénégal.

MoneyGram est un système de transfert rapide d'argent créé en 1988 basé à Denver (Etats-Unis), avec un bureau à Londres qui gère les transferts. Au Sénégal, la Banque Sénégal-Tunisienne (BST) est l'agent principal de MoneyGram, mais la Banque de l'Habitat du Sénégal (BHS) utilise également ce produit depuis septembre 1999 avec la signature d'une convention avec la société mère de Denver. Une convention existe également avec la Caisse Nationale de Crédit Agricole du Sénégal (CNCAS), mais celle-ci est sous agent de la BST et n'effectue que la réception des transferts. Les envois de fonds via le système MoneyGram proviennent essentiellement des pays suivants : l'Italie (le plus gros marché), l'Espagne, le Portugal, les Pays-Bas, les Etats Unis. Le système de transfert de MoneyGram est similaire en apparence à celui de WU. En comparaison avec WU, MoneyGram offre un service aussi rapide et tout aussi sécurisé, mais à moindre coût. L'explication se trouverait dans la différence de politique commerciale entre les deux structures. Selon le Directeur de la Production de MoneyGram, WU a une politique commerciale à grand renfort de gros cadeaux (moutons à la vieille de la Tabaski, téléphones portables, etc.) qui sont naturellement pris en compte dans le calcul du prix de revient. MoneyGram par contre préfère faire de petits cadeaux (stylos par exemple) dont le coût ne grève pas trop son prix de revient. Selon lui, cette différence explique le fait que MG soit moins cher. Nous pensons également que compte tenu de leur faible part de marché, MG, à travers la BST, a décidé d'adopter une politique de coûts faibles pour attirer la clientèle (ils sont moins connus que WU).

Cependant le produit a fait l'objet de beaucoup d'améliorations suite à de nombreuses réclamations des clients. En effet, avant l'avènement de l'EURO, tous les transferts de la zone émettrice à celle réceptrice passaient par une conversion à Denver de la somme en dollars avant d'être reconvertie en monnaie locale (la couverture du transfert se faisant en US dollars). Il en résultait une diminution de la somme annoncée par l'émetteur à l'arrivée dans la zone de réception.

Avec l'avènement de « l'Euroland », ce problème a été résolu et les clients reçoivent exactement la somme annoncée par l'émetteur qui envoie de la zone Euro. En effet l'idée

empruntée a été de faire les couvertures des transferts payés par les fournisseurs locaux en Euro et dollars (de moins en moins en dollars d'ailleurs) de telle sorte que ceux-ci reversent effectivement la contre-valeur en FCFA des sommes envoyées en devises.

MoneyGram au Sénégal utilise le logiciel SEITA (celui utilisé dans l'aviation et qui est extrêmement fiable et rapide). La commission est partagée entre la banque émettrice, celle réceptrice (dans ce cas la BST) et la société MoneyGram aux Etats Unis. La part de la commission qui revient à la BST en sa qualité d'agence de réception est partagée avec la CNCAS (sous agent), mais le bénéfice de la trésorerie extérieure reste à la BST.

Dans le système MoneyGram de la BST, le circuit d'envoi national est peu utilisé, à cause sans doute de son manque de compétitivité en comparaison avec les autres formules disponibles (taxi brousse, poste, parent, circuit informel) qui sont nettement moins coûteuses. En effet les personnes qui reçoivent de l'argent ont fait la remarque que MoneyGram est moins coûteux que WU.

Puisque la majorité des clients sont des analphabètes, la BST a eu l'idée d'employer des guichetiers pour aider les clients à remplir les bordereaux, étant donné que le caissier ne peut à lui seul faire le travail de décaissement, de contrôle d'identité et de remplissage des bordereaux. En effet, lorsqu'on reçoit un transfert d'argent, on doit présenter un document d'identification tel que la Carte d'Identité Nationale. Il arrive cependant que l'expéditeur demande simplement que le transfert soit remis à une personne sur la seule base d'un code et, dans ce cas, le bénéficiaire n'a pas besoin de se faire identifier avec une pièce; il doit simplement se présenter au guichet et décliner le code.

Le passage à la couverture Euro, le recrutement de guichetiers pour assister les clients non instruits et l'extension de son réseau avec le partenariat avec la CNCAS ont beaucoup amélioré la qualité du produit de transfert de Money Gram au Sénégal. Malgré cela, sa part de marché reste de loin inférieure à celle de WU qui dispose quand même d'un réseau beaucoup plus étendu (141 points de service contre 20 seulement pour MG).

Une des stratégies en cours d'étude au sein de la BST pour accroître sa part de marché est le partenariat avec certaines institutions de microfinance disposant d'un réseau étendu à l'intérieur du pays et faisant preuve de sécurité, de fiabilité et de liquidité. Le Directeur de la Production de la BST garde ces informations confidentielles, mais nous croyons savoir que des négociations assez avancées sont en cours avec le CMS (Crédit Mutuel du Sénégal) ainsi que le Réseau des Mutuelles de l'UNACOIS. Le Réseau des Mutuelles de l'UNACOIS est différent de l'UMECU. En effet, l'UNACOIS s'est scindée depuis quelques années en deux entités indépendantes, chacune ayant son propre réseau de mutuelles. Il faut préciser que

l'Agence de Crédit et de l'Épargne pour la Production (ACEP) est le principal réseau au Sénégal en termes de volume d'épargne et de crédit et a une large couverture géographique, notamment dans les villes.

Quant au Réseau des Mutuelles de l'UNACOIS, il a également une forte présence à Dakar et dans les villes du Centre notamment.

Le produit Télégros est particulier dans le sens qu'il s'effectue en dehors des réseaux des banques. Bien entendu, pour effectuer des opérations de transfert conformément à la loi bancaire, Télégros s'abrite sous le couvert de la Bank of Africa (BOA) Sénégal qui, elle, est agréée. Télégros se sert de son compte ouvert à la BOA pour recevoir périodiquement les fonds de l'institution émettrice des transferts et pouvoir ainsi poursuivre ses opérations de paiement. Télégros est l'oeuvre d'un promoteur privé sénégalais en partenariat avec Télégros Espagne.

Télégros est opéré à partir de l'Espagne. Il ne propose qu'un service de réception et de paiement des transferts. Il ne peut par exemple être utilisé pour envoyer des transferts à partir du Sénégal vers l'extérieur. Télégros offre cependant d'autres produits non financiers, tels que la vente de cartes pour téléphones fixes et portables et d'appareils de téléphone; il souhaite également, à terme, offrir des produits dans le domaine de l'immobilier en ciblant tout particulièrement les préoccupations des émigrés.

Le réseau de Télégros est très faible : seulement 7 caisses dans 5 villes (Dakar, Louga, Thiès, St Louis, Touba) qui constituent les points de service où les bénéficiaires peuvent récupérer les transferts reçus ; Télégros n'a pas noué de partenariat avec d'autres structures pour élargir son réseau de points de service.

Le transfert d'argent de Télégros se fait via un serveur central se trouvant aux Etats Unis. Ainsi dès qu'un envoi d'argent est effectué, Télégros est informé par l'ordinateur central de manière instantanée (au plus 5 minutes). Pour avoir accès aux fonds, le bénéficiaire du transfert doit fournir les informations suivantes : pièce d'identité, montant de l'envoi, et le nom de l'expéditeur. La commission appliquée par Télégros représente 5 à 7 % de la somme à envoyer, susceptibles d'être revus à la baisse en fonction de la concurrence.

Le montant moyen journalier des transferts reçus par Télégros est d'environ 3,225 USD, avec une moyenne de 145 USD par transfert. Nous n'avons pas obtenu les chiffres de WU et MG, mais si on se base sur leur part de marché (WU possède 90% du marché) respective, nous sommes en mesure d'affirmer que le volume de leurs transferts journaliers est de loin supérieur à celui de Télégros.

Le produit Money Express a été créé, non pas par une banque, mais par une société informatique sénégalaise : Chaka Computer. C'est un produit utilisé par la BHS (Banque de l'Habitat du Sénégal) pour effectuer des transferts nationaux et internationaux. Le produit Money Express n'est utilisable pour l'instant que pour les envois à partir des Etats Unis, mais une mission exploratoire a été entreprise par la BHS pour vendre le produit Money Express en Italie et en Espagne où il existe une forte communauté d'émigrés sénégalais.

La BHS n'ayant que deux agences à l'intérieur du pays (en plus de son siège), a aussi cherché à étendre son réseau de points de services de transfert en mettant en place une collaboration avec l'UMECU qui est un réseau de mutuelles d'épargne et de crédit des commerçants, agriculteurs et industriels du secteur informel. Cette relation de partenariat est d'ailleurs antérieure au produit Money Express; elle avait été mise en place pour des raisons de complémentarité. En effet, la BHS ne possède que deux agences à l'intérieur (Kaolack et Ziguinchor), ce qui oblige les clients à effectuer de longs déplacements. Elle a donc collaboré avec l'UMECU (qui a un réseau plus étendu) qui effectue certains paiements (salaires des fonctionnaires payés par virement dans leurs comptes à la BHS) pour son compte. Dans le réseau de l'UMECU, les branches suivantes sont les plus importantes en termes de volume de transfert : Tamba, Kaolack, Thiaroye Gare. Un système de compensation hebdomadaire a été établi entre la mutuelle et la BHS. Un autre partenariat est également prévu entre la BHS et deux autres mutuelles de la place établies dans la zone du fleuve car le réseau de l'UNACOIS n'est pas présent dans cette zone.

Le montant des transferts reçus par la BHS via ce système de transfert s'est élevé à environ 20 millions de dollars qui ont été émis à partir du bureau de la BHS à New York. La commission de transfert est partagée entre l'émetteur, le concepteur du produit (Chaka Computer) et le récepteur. La BHS, selon que l'UNACOIS est impliquée ou non dans la transaction, partage sa commission avec la mutuelle.

Le transfert se fait en temps réel (immédiat) et Money Express offre une gamme complète de services de transfert : cash à cash, compte à cash (suite à une demande pressante de la clientèle), compte à compte, cash à compte. Pour prendre possession du montant transféré, le bénéficiaire est tenu de montrer une pièce d'identification mais une certaine souplesse existe pour des cas de bénéficiaires ne disposant pas de cette pièce. Cette flexibilité est très appréciée par les bénéficiaires, surtout qu'elle n'existe pas au niveau des autres opérateurs tels que WU, MoneyGram qui sont très stricts sur l'identification correcte des bénéficiaires pour éviter de devoir supporter des pertes en cas de paiements indus.

Le produit Money Express est réputé moins cher sur le plan national et international que celui de WU (quelque fois 25 à 30 % moins cher), aux dires des responsables de la BHS.

La Poste utilise aussi bien ses produits propres (mandats, etc.) que les produits d'opérateurs spécialisés (WU).

Les pays d'émission les plus fréquents sont le Gabon, l'Espagne, l'Italie, le Cameroun, la Côte d'Ivoire, la France, le Congo, l'Allemagne, la Guinée Equatoriale, la Belgique, le Niger, le Nigéria, la RDC et les Etats Unis.

En dehors de ces services de transferts officiels existent des services de transferts informels qui jouent aussi un rôle primordial dans le système financier au Sénégal.

5-Les transferts informels

Les transferts informels sont par nature difficiles à appréhender, en particulier dans le contexte actuel marqué par une recrudescence des contrôles des opérations de transferts au Sénégal. Il n'en demeure pas moins que les transferts dits « informels », qu'ils soient nationaux ou internationaux, occupent une place importante. A titre d'illustration, une étude récente estime que les banques ne contrôlaient guère plus de 27,2% de la masse monétaire totale du pays et que le taux de bancarisation n'est que de 6%.²⁸

Ce sont les Pulars (ethnie du Nord du Sénégal) qui ont été les premiers à mettre en oeuvre des circuits de transfert informel en utilisant leurs réseaux d'émigrés notamment dans les pays d'Afrique centrale. Aujourd'hui encore, ils en sont les principaux utilisateurs, les autres – Modou modou notamment – préfèrent davantage recourir aux circuits formels (WU, etc.).

Il existe différents types de transferts informels.

Ce type de transferts offre de nombreux avantages : la proximité des bénéficiaires, la simplicité des opérations, l'accessibilité surtout pour les non instruits, le faible coût - mais comporte des risques – le manque de liquidités des informels à certains moments obligeant de nombreuses allées et venues de la part des bénéficiaires, le risque de détournement, etc.

²⁸ Ndir Ngom, A.: Les banques commerciales sénégalaises peuvent-elles répondre efficacement aux besoins de financement d'une économie en développement, 2001, Université René Descartes (Paris V) in Cerstin Sander & Issa Barro et al, op. cit.

Tableau illustrant des différentes formes de transfert des émigrés sénégalais

ETATS DE TRANSFERT	
transferts officiels	transferts non officiels
Western union	De la main à la main
Money gram	
Banques ou la Poste à travers les services spécialisés de transfert d'argent	
Les institutions de Micro finance (CMS, PAMECAS, ACEP)	
Money express	Par le biais de réseaux traditionnels informels qui collectent et expédient les fonds vers leurs pays d'origine
télégiros	

Source: enquête

6-Utilisation des transferts reçus

Les transferts reçus servent à assurer les dépenses quotidiennes au niveau des familles. Les investigations que nous avons faites nous édifient sur la manière dont les remises sont utilisées par les acteurs internes et/ou les bénéficiaires. L'usage de cet argent nous permet de faire un classement en trois grandes catégories: la consommation courante, l'épargne et les investissements.

6-1 La consommation courante

Ce volet représente l'essentiel des utilisations des transferts reçus des émigrés. Selon une étude récente²⁹, il représenterait 75% du total des transferts, ce qui n'est pas éloigné des 80% rapportés dans une autre étude.³⁰

Nos investigations ont permis de constater, en effet, que les sommes perçues par les familles des émigrés sont presque entièrement utilisées à des dépenses de consommation des ménages. C'est donc un enjeu vital pour les populations, notamment les communautés vivant dans les zones de forte émigration. L'utilisation massive des transferts prioritairement pour des besoins de consommation courante constitue un élément important d'amélioration des conditions de vie des familles sénégalaises bénéficiaires – surtout celles vivant en milieu rural ou urbain défavorisé dans des contextes d'extrême précarité. Elle n'en pose pas moins le problème de la rationalité de leur utilisation. En effet, cette orientation des transferts peut mettre les bénéficiaires dans une situation de dépendance vis-à-vis des mandats attendus périodiquement et ne contribue que de façon marginale au développement économique. Dans de nombreux ménages, les sommes reçues sont généralement consommées avec la perspective d'autres transferts à des échéances souvent précises (fins de mois par exemple). Les entretiens

²⁹ Diop, Cheikh, op cit.

³⁰ Fall, Abdou S, op. cit.

que nous avons eus avec certains bénéficiaires nous permettent d'affirmer que, dans de nombreux cas, les sommes reçues par la famille servent à régler le problème de la « *dépense quotidienne* » et, partant, constituent ainsi une source principale de revenus. Il est clair que dans de tels cas, cette dépendance quasi-totale aux transferts peut entraîner quelques inquiétudes. Maintenant d'après les entretiens réalisés, les familles ne sont plus dépendantes parce que les envois ne sont plus réguliers pour les émigrés clandestins. Cependant d'après Serigne Mansour Tall, les ¾ de ces sommes sont destinés aux familles, le reste va à des activités économiques ou à des placements sur des comptes d'épargne au pays.³¹

6-2 L' épargne

Les transferts sont également placés en épargne pour environ 10%³². Notamment l'épargne se fait souvent à la Banque de l'Habitat du Sénégal en vue probablement de réaliser prochainement un investissement immobilier. Rares sont les émigrés sénégalais partis clandestinement qui arrivent à faire de l'épargne. En tout cas, les épargnes ne se font pas à partir du pays d'origine, peut être qu'ils le pratiquent dans le pays d'accueil. Souvent, ces types de réserve ou d'épargne ont un caractère personnel (ils trouvent un système de garder leur argent par devers soi ou chez un homme de confiance établi dans le même pays (commerçant, homme d'affaire etc.).

6-3 Les investissements

Les investissements sont très loin derrière la consommation. Il y a deux types d'investissement : l'immobilier et le commerce ou d'autres genres d'affaire commerciale. L'immobilier est le domaine privilégié des migrants. Cela représente l'essentiel des investissements et environ 8% des utilisations des transferts totaux³³. Les investissements sont destinés à l'acquisition de terrains, de maisons pour loger sa famille, pour préparer son retour, et/ou pour effectuer un placement (notamment à Dakar compte tenu de la forte rentabilité du secteur de l'immobilier depuis quelques années). Des études récentes ont montré par exemple que 7 sur 10 émigrés vivant dans les autres pays africains ont investi dans l'immobilier³⁴. Le migrant est devenu le principal investisseur immobilier car il est l'une des rares personnes à pouvoir acquérir un terrain ou une maison compte tenu du niveau extrêmement élevé des prix – qu'il a d'ailleurs parfois contribué à faire monter.

³¹ Simon G, Migration et développement dans les pays d'origine : remises et association de migrants, réunion interrégionale sur la participation des migrants au développement de leurs pays d'origine, Dakar- Sénégal 9-13 octobre

³² Diop, Cheikh., op. cit.

³³ Diop, Cheikh, op cit.

³⁴ Fall, Abdou.S. op. cit.

Les investissements productifs sont comparativement beaucoup plus rares et se concentrent dans les secteurs des transports (taxis, cars), du commerce (importation de véhicules et pièces détachées d'occasion notamment) et, dans une moindre mesure, de l'agriculture (financement de projets d'élevage et de maraîchage notamment). Le système fonctionne généralement comme suit : tel ou tel membre de la famille d'un émigré demande à celui-ci une assistance pour l'aider à financer une petite activité (par exemple ouvrir une boutique, acheter un taxi, faire de l'embouche, etc.); généralement, les émigrés apportent leur soutien à de telles initiatives qui ont l'avantage de sortir un parent ou un ami du chômage et, dans certains cas, d'aider la famille à subvenir à ses besoins en diminuant la charge financière pour l'émigré.

Malgré ces velléités d'investir, on note une faiblesse du niveau des investissements qui pourrait s'expliquer en partie par le faible niveau d'instruction des émigrés, leur manque d'esprit d'entreprise, la peur du risque de détournement des fonds par les parents (ou amis ou employés) chargés de gérer les affaires au pays, le statut même des émigrés (ce sont pour nombre d'entre eux des émigrés clandestins qui ne peuvent revenir fréquemment au pays pour suivre la gestion des affaires dans lesquelles ils auraient investi).

Conscients de ces limites, certains gouvernements étrangers ont cherché à encourager les émigrés au retour avec, comme mesure incitative, l'allocation d'un fonds leur permettant de financer un projet au pays.

6-4 Programmes gouvernementaux et communautaires

Les fonds d'investissement pour motiver le retour des émigrés dans leur pays sont les cas les plus fréquents. Certaines communautés au Sénégal ont mis en œuvre des programmes d'investissement qui ont plutôt un caractère social: par exemple, les Soninké ont réussi à mettre en œuvre des projets d'investissements pour créer des écoles, centres de santé, et mosquées. Pour la plupart, de telles initiatives connaissent plus de succès que souvent des programmes publics. Ils sont généralement réalisés sur la base de contributions que font tous les ressortissants d'une même localité, quelque soit par ailleurs leur lieu de résidence à l'étranger; ce système est très fréquent au sein des communautés Pular et Soninké (Nord et Est du Sénégal).

7- Avantages du transfert d'argent pour les acteurs

Nos recherches ont montré que les transferts d'argent représentent une formidable manne financière pour les familles des émigrés sénégalais. Ils constituent aussi une source d'entrée de devises très appréciable pour la balance des paiements. Ainsi les rapatriements des

fonds effectués par des migrants internationaux vers des pays en développement et transitant par des circuits officiels atteignaient presque deux milliards de dollars.³⁵

Pour les banques qui pratiquent le transfert, ils leur offrent également une importante source de devises. En effet, la majeure partie des transferts provient de pays à devises fortes telles que l'Euro et le dollar US. C'est dans ces devises que les banques locales sont couvertes sur les opérations de paiement des transferts qui, eux, sont effectués en monnaie locale (FCFA).

Outre les commissions perçues sur les opérations de transfert, ces devises sont particulièrement utiles à ces banques locales dans le règlement de leurs opérations de commerce extérieur (règlement des importations pour le compte de leurs clients importateurs).

Les institutions de microfinance intervenant dans ce secteur ne profitent cependant pas de cette opportunité dans la mesure où elles sont obligées d'opérer sous le parapluie d'une banque dans laquelle leur compte est libellé en monnaie locale. Elles ne profitent en fait que des commissions de transferts. Il en est de même des opérateurs intervenant sous le parapluie d'une banque locale, notamment Télégiros.

Les impacts migratoires ne sont pas relativement significatifs et ressentis au niveau de la communauté, du groupe ou dans la famille mais contribuent à la composition structurelle des sociétés émettrices.

³⁵Revue Organisation Internationale de la Migration infos, Coup de projections sur les envois de fond des migrants, Septembre 2004

PARTIE III : Analyse des résultats de
terrain : questionnaire et entretien

Chapitre II : Les transferts d'argent des émigrés partis clandestinement et les retombées dans les familles d'origine

1-Perception de la migration

Parmi les éléments attractifs, il y a le rêve d'atteindre l'Eldorado avec l'idée de faire très vite fortune. « *Les richesses sont au Nord alors on va vers le Nord ! Chez nous en Afrique toutes les portes sont fermées* » souligne un migrant clandestin. Les migrants pensent que la réussite est au bout du voyage et la fin justifie les moyens. Les télévisions satellitaires ne cessent de montrer les vagues de migrants clandestins qui débarquent de manière spectaculaire en Espagne. Cela contribue à façonner l'opinion publique qui ne retient que les arrivées massives pour en oublier les milliers d'autres clandestins qui n'atteindront jamais leur destination. Les émigrés qui reviennent au pays sont perçus comme des modèles de réussite. Ils circulent à bord de belles voitures, possèdent dans certaines localités rurales les plus grandes maisons et « *épousent souvent les plus belles femmes* ». Ces signes extérieurs de richesse amènent de plus en plus de jeunes gens à vouloir s'expatrier pour gagner de l'argent et imiter ces émigrés. Dans la société de départ, on a toujours eu beaucoup de considération pour les émigrés. Les familles qui s'en sortent bien financièrement comptent des émigrés parmi leurs membres. Et cela a un impact très important sur la mentalité des jeunes. D'où la conviction qu'il faut à tout prix se rendre en Europe, quelque soit le risque, est bien résumée dans les expressions « *Barça mba barzakh* » (Barcelone ou mourir), et « *mbëek* », un mot Wolof – la langue nationale – synonyme d'« immigration » et qui illustre bien la détermination des candidats à affronter la mer.

2- Perceptions de la famille sur l'émigration clandestine

On ne peut pas se passer dans une étude de la perception c'est-à-dire ce que les individus ont compris d'un phénomène social, ceci pour voir les différentes conceptions des personnes par rapport à l'établissement de certaines normes qui régulent un système. Les personnes voient de l'émigration une voie de sortie de crise, un palliatif à un mal qui ne peut être résolu dans le pays d'origine. Les jeunes en tant que premier acteur de la migration sont vivement interpellés sur l'émigration dont elle convoite tant. Pour eux, l'émigration est un mal nécessaire car il n'est pas facile de quitter les parents et les amis pour demeurer durant des années dans un pays dont on ne connaît pas les réalités, le fonctionnement et dont on n'est pas sûr de trouver ce que l'on cherche. Cette migration a une signification sociologique que l'on peut comprendre dans une certaine mesure. Cette émigration permet de juguler les manquements et les dysfonctionnements dans la société d'origine. Certains candidats

interrogés ont répondu qu'effectivement que le fait de migrer demeure la chose la plus sûre et garante d'un avenir radieux. Puisque affirment-ils dans ce pays, il est très difficile de rester dans son pays d'origine et de pouvoir faire des réalisations. Alors que si vous voyagez le sentiment le plus partagé chez les populations reste que vous êtes adulés, vous faites la fierté de toute une famille et vous avez le sentiment d'être au centre de toutes les décisions et rien ne peut se réaliser sans votre concours.

3-Les raisons de départ

Pour les membres de la famille, les départs sont liés à des facteurs internes et à des facteurs externes.

Les raisons internes évoquées sont relatives aux problèmes de bien-être, de survie, de pauvreté, d'influence de l'autre par ces réalisations dans le pays d'origine entre autres les phénomènes de répulsion. Depuis bien longtemps, la question de l'emploi reste une préoccupation majeure des gouvernants et d'année en année le nombre de demandeur d'emploi augmente. Un jeune qui reste des années à chercher un emploi décent peut vite trouver une alternative à sa situation. Selon un proche d'un émigré, le premier réflexe d'un jeune dans le désarroi, c'est d'aller là où il peut trouver du mieux par rapport à sa condition de vie. L'absence de revenus justifie en quelque sorte les raisons de voyage de beaucoup de ces jeunes mais également les récits fallacieux de ceux qui sont dans ces pays d'émigration. Les émigrés se positionnent comme des acteurs qui motivent le départ de ces nombreux jeunes qui rêvent d'une vie meilleure. Ils donnent l'impression à travers des photographies, des images bien façonnées qu'ils vivent bien et n'ont aucun problème d'ordre social ou économique.

Parmi les raisons externes, nous pouvons citer les représentations des images des pays développés que nous recevons du fait de la télévision et de l'internet : gratte-ciel, bolides, boutiques de grande renommée etc. Tous ces facteurs externes qui concourent à motiver les uns et les autres à migrer sont appelés les phénomènes d'attraction parce qu'ils incitent de façon involontaire des personnes à venir résider dans leurs pays. Mais il relève que souvent ce sont des perceptions que les personnes ont d'un pays ou d'un continent sans que cela ne soit vérifié. En effet, ces eldorados rêvés deviennent des enfers parce que ces pays n'offrent pas toutes les opportunités de réussite et des restrictions sont faites aux émigrés quant à leur intégration et leur insertion.

Par ailleurs, les départs sont liés au manque d'emploi, au désespoir profond, aux emplois mal rémunérés dans le lieu d'origine.

La logique du push et pull factor n'est plus de mise d'après Jacquard «*les mouvements de population ne semblent plus se faire en vertu du mécanisme du push and pull factors qui suggère que les mouvements de population obéissent à une logique d'ajustement spontanée entre populations et ressources mais par le seul effet du push factor qui s'exerce plus fortement que jamais vers des pays d'accueil qui ne veulent plus accueillir*»³⁶.

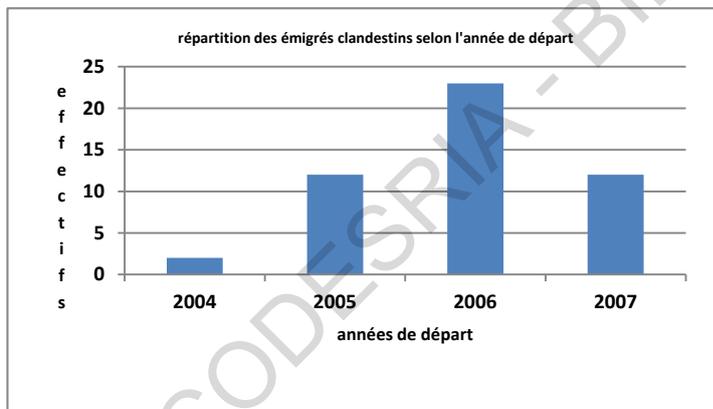
Bon nombre de ces enquêtés avouent que l'économie est la principale cause de l'émigration clandestine³⁷. Ces causes économiques tournent autour de la pauvreté et du chômage. En effet, le taux de paupérisation avec l'exode rural ont créé des situations désastreuses dans les milieux urbains. Saint-louis fut une zone de départ à l'instar de Mbour, Kayar, Joal, Yarakh et quelques zones côtières du Sénégal.

4-Données quantitatives

4-1 Les années de départ des émigrés clandestins

Les départs enregistrés ont eu lieu avant 2004 comme l'atteste le tableau suivant :

Répartition des émigrés clandestins selon l'année de départ



Source : enquête de terrain 2009

En 2004, nous avons noté de faible départ contrairement en 2006 où 23 personnes ont quitté pour s'installer en Espagne. Ces départs qui concernent de plus en plus de pêcheurs et de piroguiers qui en ont fait une source de revenus et d'enrichissement. Ainsi la raréfaction des ressources halieutiques a créé des situations difficiles dans les ménages sénégalais surtout chez les familles de pêcheurs à Guet Ndar, un quartier fortement ancré par les activités de

³⁶JACQUARD (Albert), *L'explosion démographique*, Editions Flammarion, 1993, P.107

³⁷ Diama Badiane, les causes de l'émigration clandestine à Yarakh, Département de Sociologie, mémoire de maitrise, 2006/2007

pêche qui est la principale source de revenus. Cette raréfaction de ressources halieutiques est causée par la concurrence avec les gros navires de pêche et l'implication d'autres catégories sociales qui ont intégré le secteur.

Ces jeunes ont tenté d'obtenir des titres de séjour avant de se lancer dans ces aventures incertaines. Il faut aussi dire que les politiques européennes en matière d'octroi de visas sont de plus en plus restrictives et sélectives.

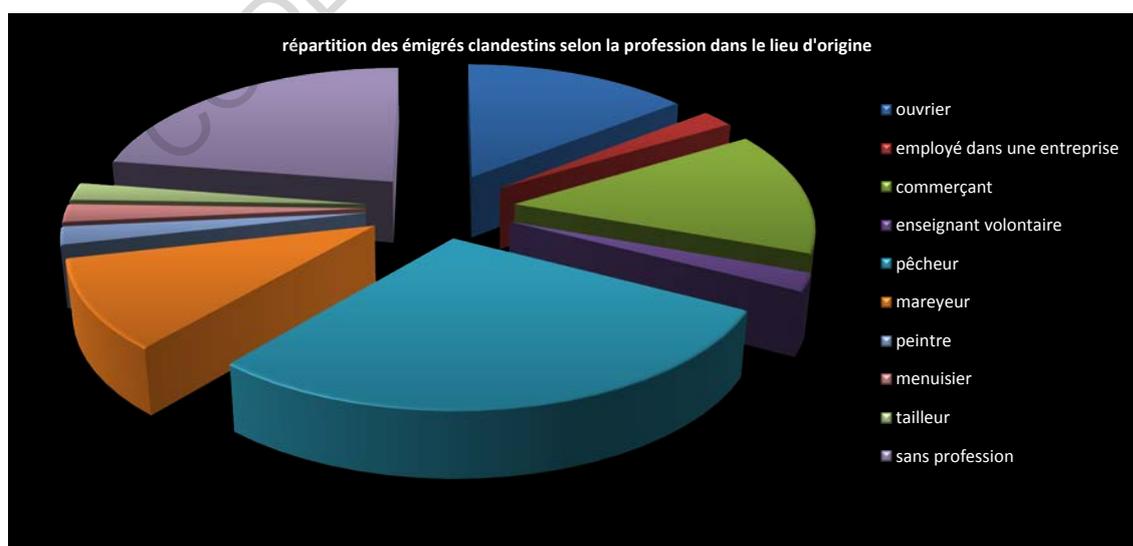
4-2 Leurs professions dans le lieu d'origine

Au Sénégal, les émigrés exerçaient différents métiers que voici :

Répartition des migrants clandestins selon la profession

Professions des clandestins dans le lieu d'origine	Total
ouvrier	7
employé dans une entreprise	1
commerçant	7
enseignant volontaire	1
pêcheur	14
mareyeur	5
peintre	1
menuisier	1
tailleur	1
sans profession	11
Total général	49

Source : enquête de terrain 2009



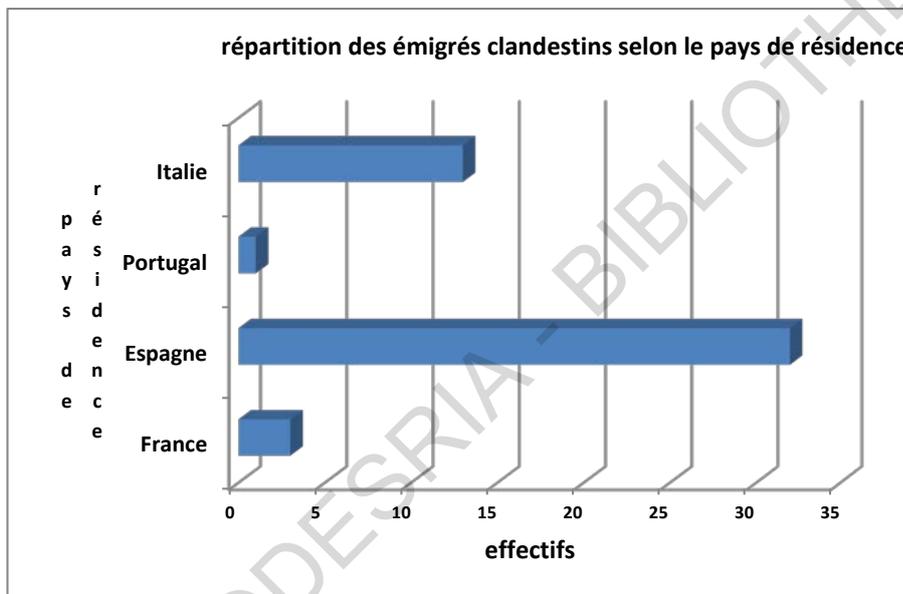
Source : enquête de terrain 2009

Ce tableau montre que les pêcheurs figurent en première position sur toutes les professions du fait que les zones enquêtées de Saint-Louis à savoir Guet Ndar et Santhiaba sont des quartiers où la pêche est intensément vécue. Après les pêcheurs suivent les jeunes sans profession, c'est-à-dire qui n'ont aucune qualification à part des activités de débrouille qui leur permettaient de satisfaire certains besoins. Les ouvriers, les mareyeurs et les jeunes qui faisaient du commerce sont aussi concernés par les départs.

4-3 Le pays de résidence en Europe des clandestins

Quatre pays ont été renseignés et qui constituent des pays européens où résident les migrants clandestins. En effet, dans notre mémoire de maîtrise, nous avons émis le réserve que l'Espagne n'était qu'une porte d'entrée en Europe. Un pays qui est considéré comme un pays de transit.

Répartition des migrants clandestins selon le pays de résidence



Source : enquête de terrain 2009

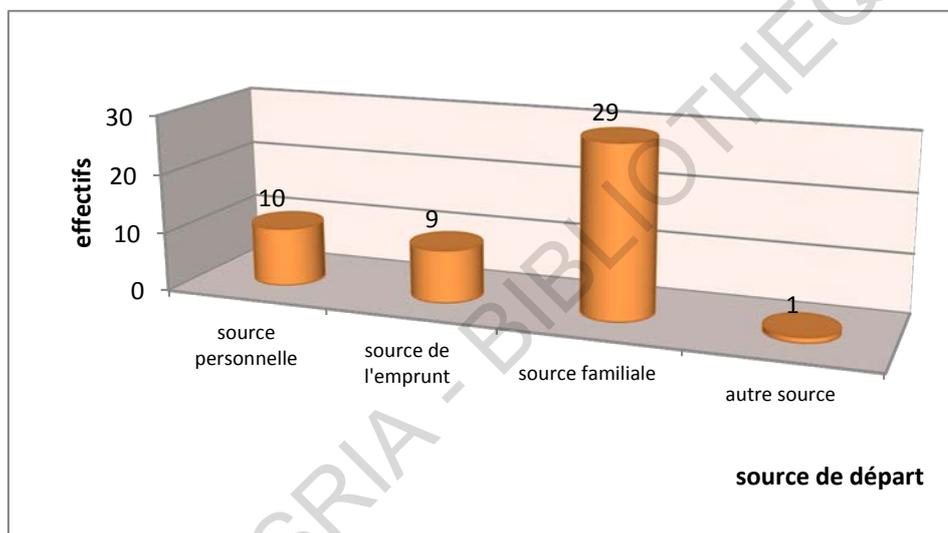
Selon les statistiques ci-dessus, des clandestins qui sont arrivés dans les côtes espagnoles, 32 d'entre eux vivent dans ce pays tandis que les 17 autres sont répartis dans les pays comme l'Italie, la France et le Portugal. Cela montre que les problèmes de papiers et d'identification se posent avec acuité et sans nul doute ont des conséquences sur les envois. Il faut rappeler qu'au moment des départs, les clandestins se débarrassent de toute identification pour ne pas être rapatriés au moment de leur interpellation.

4-4 Les sources principales de départ des clandestins

Les familles ont beaucoup investi dans le voyage de leurs progénitures. Les principales sources de départ sont des sources familiales en d'autres termes ce sont les familles qui ont sorti ou épuisé leurs dernières ressources pour faire partir un membre de la famille. D'après le tableau qui suit, la source familiale demeure la source première d'investissement de départ suivi de la source personnelle, c'est-à-dire que c'est le principal concerné qui s'est débrouillé pour financer son voyage. D'autres ont fait recours à l'emprunt qu'ils vont rembourser une fois qu'ils auront trouvé du travail dans le pays d'accueil.

Dans notre étude, la source associative n'a pas été rencontrée.

Répartition des migrants clandestins selon la source principale de départ

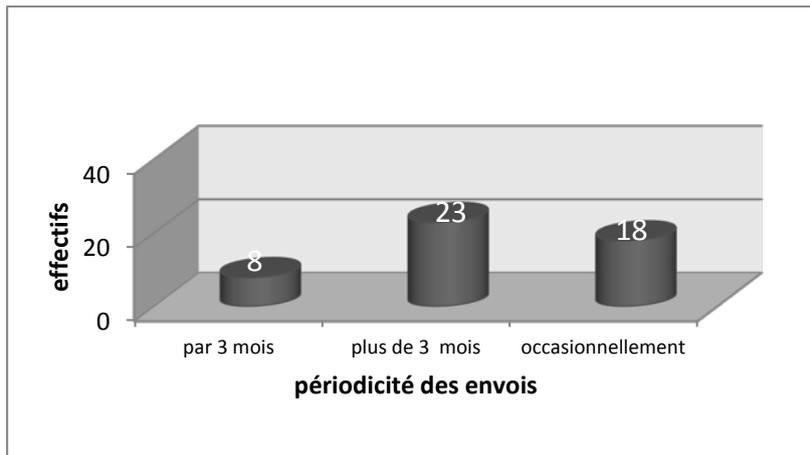


Source : enquête de terrain 2009

Il demeure évident que des familles sont restées plusieurs mois sans recevoir de l'argent de leur parent clandestin. Ce fait a créé un certain désordre et une turbulence dans les modes de vie des familles qui croyaient à l'émigration de leur fils pour sortir des zones d'ombre et du calvaire. L'illustration vient de ce tableau en-dessous :

4-5 La périodicité des envois

Répartition des migrants clandestins selon la périodicité des envois



Source : enquête de terrain 2009

Si nous jetons un coup d'œil sur la périodicité des envois venant de la part des émigrés clandestins, la situation n'est pas au beau fixe surtout en ces périodes de crise.

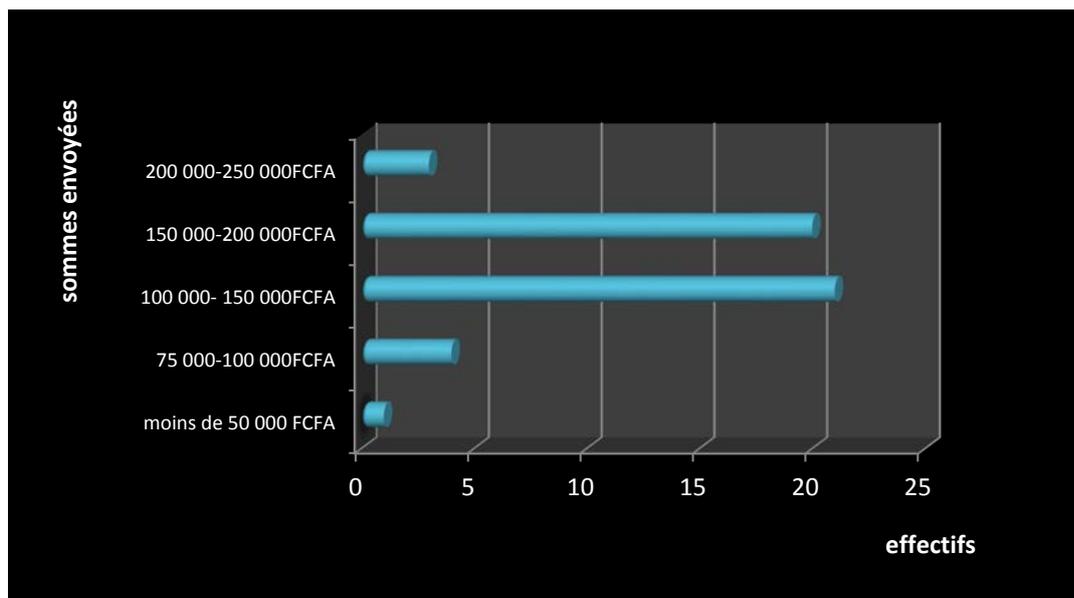
Certains envois ne sont qu'occasionnels, c'est-à-dire ce sont des envois qui se font qu'à l'approche des fêtes musulmanes et des événements religieux comme le Magal, le Gamou etc. si nous nous référons à notre enquête, les envois ne se font que par trois (3) mois et quelque fois ils restent plus de trois (3) mois sans envoyer de l'argent aux parents du pays d'origine. Ce qui pose le problème de l'instabilité dans le pays d'origine et les familles ne sont plus et ne veulent plus être dépendants à leur égard. Ces envois irréguliers n'ont pas créé la surprise dans les familles vue la situation de départ et d'arrivée de ces clandestins. Ils se disent même être surpris dès les premiers moments de leur arrivée de recevoir des sommes d'argent de leur part. En effet, il faudra signaler que les premiers partis ont fait bénéficier à leurs familles des rentrées d'argent jusqu'avant la période de la crise.

4-6 Les sommes envoyées par les jeunes émigrés partis clandestinement

La crise a chamboulé et perturbé le système économique et financier, ce qui a entraîné des conséquences certaines sur les envois d'argent, le travail se fait rare, les emplois manquent, des licenciements se font tous les jours, la faillite et la fermeture des entreprises s'annoncent régulièrement sans parler de la chute des marchés financiers car la crise financière des banques s'est migrée dans les titres des marchés boursiers. Cette crise qui fut continentale est devenue mondiale atteignant les couches les plus vulnérables. Si l'on prend référence sur les transferts qui ont fortement diminué en ces périodes.

Voici des statistiques sur les sommes envoyées

Répartition des migrants clandestins selon les sommes envoyées



D'après ce graphique, la plupart des migrants envoient des sommes dont la fourchette tourne autour de 150 000 à 200 000 FCFA. Dans cette tranche, si nous faisons la comparaison entre la périodicité des envois et les sommes envoyées (tableau ci-dessous), ils ne procèdent à ces envois qu'après avoir resté par plus de 3 mois et occasionnellement. Ces résultats nous permettent de dire que les remises ne sont pas bonnes. Vue la modicité des envois, ils demeurent certains que les familles reçoivent de moins en moins de l'argent de la part de ces migrants clandestins.

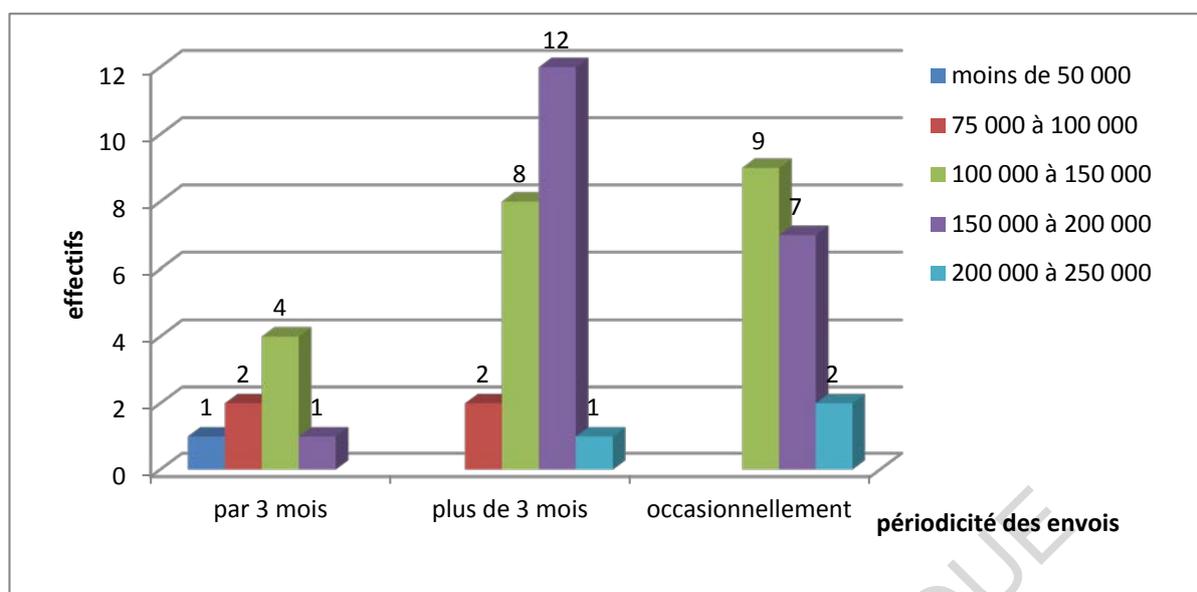
4-7 Les sommes envoyées et la périodicité des envois

Il a été judicieux de croiser certaines variables pour comprendre davantage et de façon exhaustive les envois.

Répartition entre les sommes envoyées et la périodicité des envois

Périodicité	Sommes envoyées (en F CFA)					Total général
	moins de 50 000	75 000 à 100 000	100 000 à 150 000	150 000 à 200 000	200 000 à 250 000	
par 3 mois	1	2	4	1	0	8
plus de 3 mois	0	2	8	12	1	23
occasionnellement	0	0	9	7	2	18
Total général	1	4	21	20	3	49

Source : enquête de terrain



Source : enquête de terrain

En se référant aux statistiques, nous pourrions dire que l'irrégularité des envois est due à plusieurs facteurs que les familles expliquent par la crise économique et financière.

En somme, les envois ne sont plus réguliers. Dans notre échantillon, nous ne sommes pas tombé sur une famille qui reçoit chaque mois ou chaque 2 mois des sommes d'argent. Des situations difficiles que les familles sont en train de vivre, surtout si nous tenons compte de la faiblesse des revenus dans le pays d'origine surtout au niveau des régions où les activités à caractère lucrative se raréfient au grand dam des populations locales.

4-8 La durée de la migration et la périodicité des envois

Comprendre les envois par le croisement de la variable « durée » est pertinent pour savoir si la durée détermine la périodicité des envois

Répartition entre la durée de la migration et la périodicité des envois

Durée de la migration- (année)	Périodicité des envois			Total général
	par 3 mois	plus de 3 mois	occasionnellement	
2	4	7	1	12
3	2	11	8	21
4	2	5	8	15
5	0	0	1	1
Total	8	23	18	49

Source : enquête de terrain 2009

Selon la durée de la migration, la périodicité des envois est de 23 pour ceux qui restent plus de 3 mois sans envoyer. Ceux qui ont passé 5 années à l'étranger ont plus de chance d'envoyer occasionnellement des sommes d'argent à leur famille que ceux qui sont partis récemment. Les envois de plus de 3 mois sont plus visibles quelque soit le nombre d'années de migration. En quelque sorte, le nombre d'années de migration n'est pas déterminant par rapport à la périodicité parce que souvent les années de migration influent sur les remises. En d'autres termes, ceux qui durent le plus à l'étranger ont plus d'opportunités et d'avantages à accumuler les ressources, donc cela voudrait dire que leurs familles engrangeraient plus de remises de leur part.

4-9 La périodicité des envois et le pays de résidence

L'analyse des envois nous ont permis de considérer des variables pour une plus grande compréhension du phénomène des envois effectués par les clandestins.

Répartition entre la périodicité des envois et le pays de résidence

Pays de résidence	périodicité des envois			Total général
	par 3 mois	plus de 3 mois	occasionnellement	
France	1	1	1	3
Espagne	3	19	10	32
Portugal	1	0	0	1
Italie	3	3	7	13
Total général	8	23	18	49

Source : enquête de terrain 2009

Selon les pays de résidence, l'Espagne est le pays où il demeure plus de migrants clandestins. Parmi les quatre pays où résident des migrants, la périodicité des envois ne change pas. Ce croisement de variables voulait mettre en exergue la périodicité des envois selon les pays de résidence de ces migrants pour voir de plus clair sur les envois s'il s'agissait d'une particularité ou d'un fait assez généralisé. Mais si nous nous prenons référence de ce tableau, il faut dire que c'est un fait généralisé explicable du fait de leur situation d'irrégularité dans le pays d'accueil pour la majorité d'entre eux.

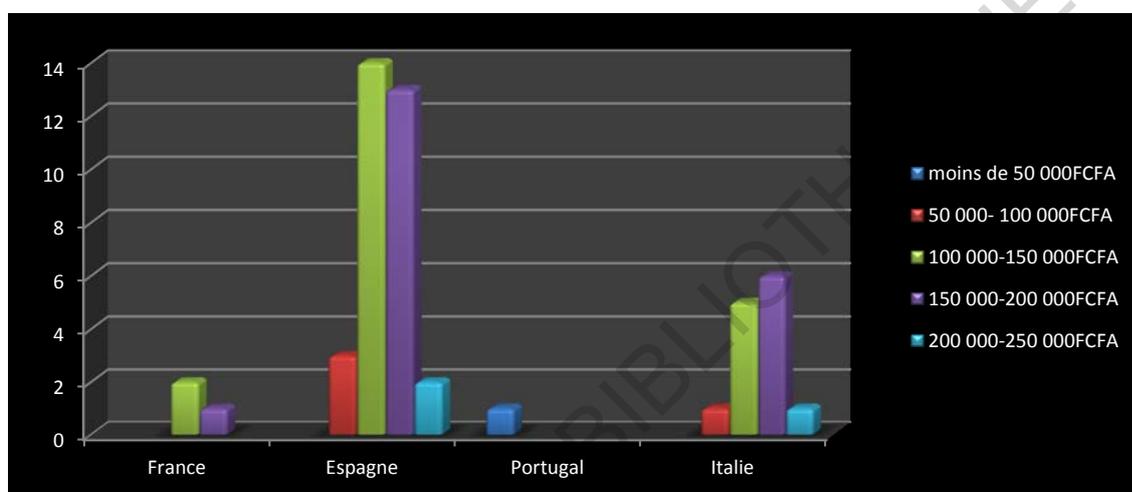
Il faudrait aussi comprendre que ces émigrés qui ont quitté l'Espagne l'ont fait au dépend de leurs parents émigrés qui se trouvaient dans les pays comme l'Italie, le Portugal ou

la France. Ils vivent dans ces pays sous leur couvert et occupent des emplois précaires et mal rémunérés pour pouvoir envoyer de l'argent à leurs parents.

4-10 Les sommes envoyées et le pays de résidence

Selon les pays de résidence, la régularité et les sommes envoyées dans le pays d'origine différent. Cette explication relativise les conditions de séjour de nos compatriotes qui ne sont pas des plus meilleures.

Répartition entre les sommes envoyées et le pays de résidence



Source : enquête de terrain 2009

Une bonne partie des sommes envoyées nous provient des sénégalais vivant en Espagne, suivi de l'Italie, la France et en dernière position vient le Portugal.

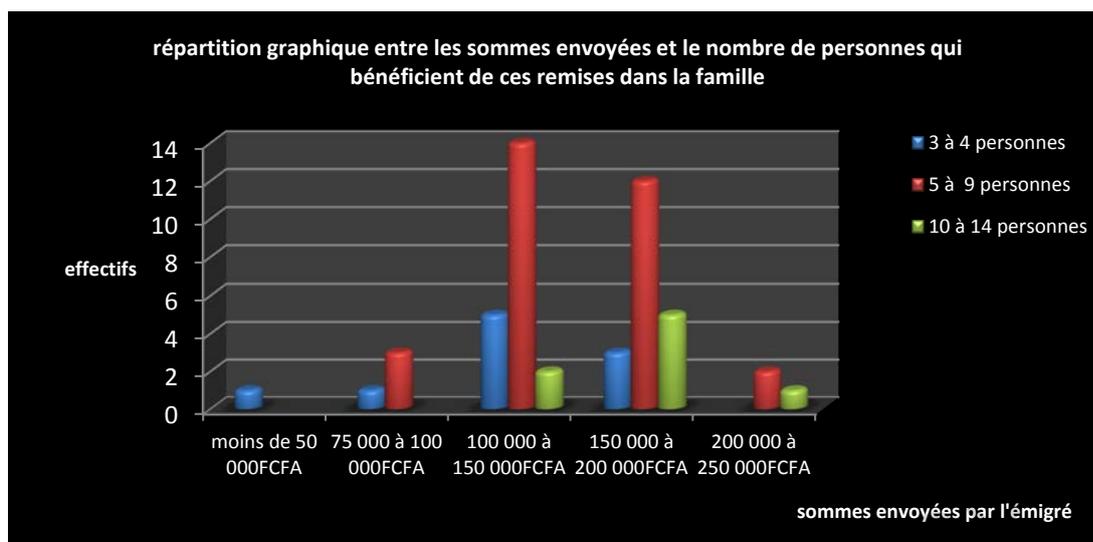
4-11 Les sommes envoyées et les personnes qui bénéficient des remises

L'intérêt des remises des migrants n'est plus à démontrer et suscitent beaucoup d'appétits. Au Sénégal, en général, les migrants font vivre des familles entières.

Répartition entre les sommes envoyées et les personnes qui bénéficient des remises

sommes envoyées	personnes bénéficiant des remises			
	3 à 4 personnes	5 à 9 personnes	10 à 14 personnes	Total général
moins de 50 000FCFA	1	0	0	1
75 000 à 100 000FCFA	1	3	0	4
100 000 à 150 000FCFA	5	14	2	21
150 000 à 200 000FCFA	3	12	5	20
200 000 à 250 000FCFA	0	2	1	3
Total général	10	31	8	49

Source : enquête de terrain 2009



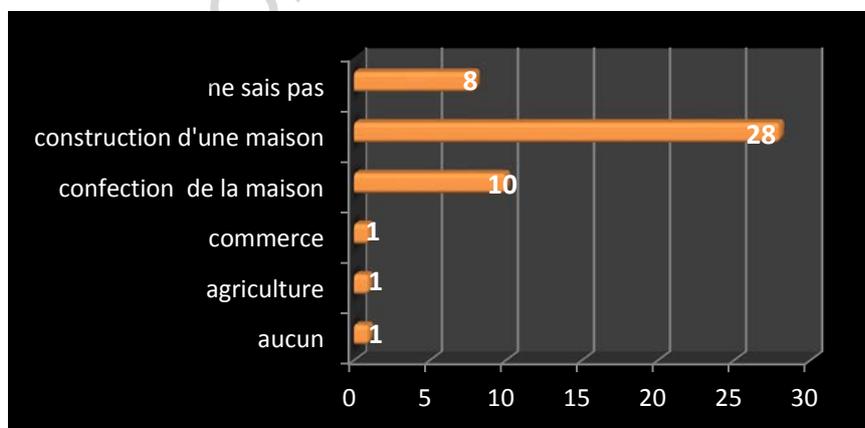
Source : enquête de terrain 2009

Pour ceux qui envoient des sommes entre 100 000 F CFA à 150 000 F CFA, 5 à 9 personnes profitent ou bénéficient de leurs envois et de même pour les migrants qui envoient 150 000 à 200 000 F CFA. Pour Mansour Tall, il y a une baisse considérable des transferts de la part des migrants.³⁸

4-12 LES PROJETS DES MIGRANTS

Les projets de l'émigré tournent autour de l'agriculture, du commerce, de la confection de la maison familiale, de la construction ou de l'achat d'une maison. Pour le moment, ce sont les préoccupations futures de l'émigré. Voici quelques statistiques sur les projets de l'émigré.

Répartition des émigrés clandestins selon leurs projets



Source : enquête de terrain

³⁸ Entretien avec M Tall, chef de guichet poste finance à Guet Ndar (Saint-Louis)

La plupart des émigrés nourrissent le souhait de construire une maison et dix d'entre eux veulent réfectionner leur maison c'est-à-dire là où habite leurs parents. Les huit n'ont pas de projet ou ne savent pas pour le moment ce qu'ils doivent faire. Les projets de commerce et l'agriculture sont faiblement représentés.

5- Les situations des familles des émigrés à Saint Louis

Selon les observations que nous avons faites, une situation assez difficile se présente. Les parents des émigrés vivent des moments difficiles. La majeure partie des migrants clandestins n'ont pas répondu aux attentes de la famille. En quelque sorte, la famille espère que, d'ici quelques mois, les émigrés vont continuer les envois puisque beaucoup de familles espèrent sur ces envois pour ne se reste assurer quelques besoins et de pallier au manque pour préserver la dignité des familles. Les valeurs sociales ne leur permettent pas de crier au désastre et d'exposer leurs maux. C'est la raison pour laquelle Malick Ndiaye soutient que certaines valeurs sociales comme le « *jom* », le « *ngor* », le « *kersa*³⁹ » intériorisées ne les permettent pas de demeurer dans la précarité sociale.

A en croire certaines familles, depuis la crise annoncée, il y a quelques mois, les envois se font de plus en plus rares avec le rush de clandestins qui continuent toujours d'arriver dans les côtes espagnoles plombant les situations de règlement de crise en vue de les régulariser. Cette massification des émigrés clandestins contraint les autorités des pays d'accueil à restreindre les offres du fait qu'il est impossible de procéder à des régularisations de masse. La politique européenne de migration surtout avec l'Union Européenne qui contrôle les flux migratoires est consciente de la gravité et du sérieux qu'il faut pour endiguer ce fléau des temps modernes. Ainsi même si l'Espagne a besoin de ces migrants pour combler le déficit de main-d'œuvre dans son pays, elle doit demander et attendre les décisions de cette Union. L'instauration du visa Schengen qui autorise la libre circulation des personnes vivantes dans l'Union. Cependant la commission de l'Union Européenne veut maîtriser les dispositions en matière de régularisation des clandestins.

La situation de la jeunesse est aussi à déplorer notamment dans les pays sous développés. Ainsi Jean-François René⁴⁰ parle d'« *une jeunesse paupérisée* », les jeunes apparaissent, pour lui comme sujets agissants en dépit de circonstances qui ne sont pas totalement en leur faveur. Tandis que Richard Lalou⁴¹ parlait de « *crise* » qui poussait les gens

³⁹ Dignité, honneur, pudeur (valeurs morales dans la société wolof), cf Malick Ndiaye in la Société Ceddo

⁴⁰ RENE, (Jean François) et Cie, *l'insertion socio-professionnelle des jeunes le prisme du partenariat comme catalyseur de la responsabilité*, RIAC 46 Automne

⁴¹ LALOU, (Richard), *les migrations internationales en Afrique de l'ouest face à la crise*, CEPED, 1996

à quitter plus singulièrement les crises économiques qui incitaient au départ et qu'au niveau même des pays du Nord supposés être des pays d'accueil à économie fragile, cette situation conjoncturelle se répercutait dans les plus hauts niveaux de la vie économique nationale.

6- Les trajectoires sociales

D'après les entretiens, parmi les émigrés, il y en a qui ont eu des trajectoires sociales assez chaotiques. Leurs positions sociales et leurs statuts n'ont pas permis à ces personnes de connaître une vie stable. Beaucoup d'entre eux ne disposent pas de capital symbolique leur permettant d'occuper une place privilégiée dans la société. Car d'après les théories de Bourdieu, les types de capital absorbaient par les individus leur permettent d'acquérir des privilèges. A défaut d'avoir un capital économique, les personnes pouvaient disposer de capital symbolique (diplômes et titres). La reconnaissance de la société pouvait passer par le capital acquis. En effet, les clandestins étaient dépourvus de ces avantages. La majeure partie d'entre eux faisait la pêche, d'autres exerçaient la « *débrouille* ».

En somme, des passages assez chaotiques et des activités ouvrières dont les revenus n'étaient pas appréciables.

7- Les trajectoires migratoires

D'après les observations faites, beaucoup de ces émigrés ont eu à tenter leur chance au moins une fois dans leur vie. Les tentatives n'ont pas manqué. Certains sont passés par la mer, d'autres sur terre. Évidemment, ils n'ont pas réussi à atteindre leur but mais finalement ils ont pu franchir le Rubicond par la grande Bleue.

En bref, ce n'est pas la première aventure pour nombre d'entre eux, le souhait de partir a toujours existé avec une détermination soutenue par les parents et amis.

8- L'absence des remises

Dans les ménages, les non envois ont créé des turbulences et des désordres dans l'organisation et la gestion des revenus dans la famille. Les remises ne se font plus depuis une certaine période en tout cas pour ce qui concerne les émigrés partis clandestinement par la mer. D'après certaines personnes ressources, la situation de ces clandestins est difficile. Ils vivent le calvaire du fait, on le répète encore, du manque de papiers et de leur irrégularité. Mais il faudrait savoir que ces mêmes émigrés envoyaient quelques mois après leur arrivée en Espagne des sommes d'argent assez conséquentes à leur famille et dont la périodicité était appréciable. Cette rupture est due à une crise que l'on annonce depuis une certaine période. Crise qui nous est venue des Etats-Unis d'Amérique avec le problème des « *subprimes* » et qui a traversé tous les continents. D'après les personnes qui sont en contact avec eux, ils sont fatigués et ils n'ont même plus de quoi appeler leur famille pour prendre de leurs nouvelles.

Certains d'entre eux manifestent le désir de retourner au pays et reprendre leurs métiers d'avant qui leur rapportaient beaucoup plus que lorsqu'ils ont émigré.

En somme, les familles vivent le désarroi total du fait de la rupture imminente des envois mais elles avancent qu'elles ne dépendent pas totalement de ces envois des migrants clandestins. En dehors de ces « *revenus locaux* », il y a dans certaines familles, des émigrés qui ne sont pas partis clandestinement et qui assurent leurs envois même si par là, la crise financière est passée par là.

9- Les ressources financières se font rares dans le lieu d'origine

A Saint-Louis, les ressources financières se raréfient du fait du manque d'activités. À l'instar de beaucoup de régions du pays, Saint Louis est une localité où l'activité économique et financière est plombée par le manque de ressources. En d'autres termes, les activités lucratives se font rares ou inexistantes. Toutes les activités sont concentrées à Dakar. Les politiques de décentralisation qui sont annoncées ou en cours n'ont pas eu les effets escomptés. Les régions souffrent de leurs inactivités et toutes les compétences sont parties vers les localités où ils peuvent vendre leurs capacités au détriment de leurs régions de naissance. Les populations sont dépendantes de la Capitale qui est Dakar. En effet, aucune initiative n'est prise pour contrer la situation existante.

10- Une situation précaire et instable

Pour les familles de migrants clandestins, les modes de vie n'ont pas changé sinon les choses sont devenues pires et non maîtrisables parce que ceux qui avaient la force de travailler et d'assurer les besoins en leur procurant des revenus sont partis. Les activités de débrouille et les stratégies de survie apparaissent dans certaines familles qui étaient plus ou moins dépendants des migrants. La situation est plus difficile pour les familles qui avaient financé le voyage du clandestin et qui espéraient des remises de leur part. Les trois repas ne sont plus assurés de surcroît la qualité de l'alimentation est inexistante. « *On tire le diable par la queue* » d'après un père de famille qui croyait à de meilleurs revenus.

11- Les stratégies de survie

Les contraintes financières et économiques ont fini de créer des zones de turbulences au sein des ménages créant des désorganisations sociales. On n'arrive plus à joindre les deux bouts. Les pères de famille sont désespérés et croisent les bras afin que les situations de ces clandestins soient revues et améliorées pour pouvoir trouver du travail. Nombreux sont les familles qui n'ont pas de ressources conséquentes et durables qui proviennent des activités du pays d'origine. Pour préserver leur dignité, certaines familles s'accrochent aux revenus qu'ils tirent dans leur localité d'origine. Une situation préoccupante et non sans exagérée pourrait-on

dire que les signaux sont au rouge. La pauvreté ne cesse de croître et elle suit une tendance régulière. Selon une étude sur la perception, des familles se disent pauvres. Cet indicateur de pauvreté ne peut se mesurer que par la consommation et les revenus du ménage. Ces personnes qui croyaient à l'eldorado européen l'ont appris à leur dépens. Des désastres sont en train d'être vécus et les familles périssent face à cette situation inattendue. Ainsi il reste évident que les remises jouent une certaine fonction sociale dans la stabilité socio-économique de la famille.

12-Des situations contraignantes : les constructions entamées demeurent inachevées

Les premiers envois ont satisfait certaines familles au point qu'elles ont rendu optimistes des personnes par rapport à leur avenir. Ils avaient commencé à procéder à des transformations au niveau de leur foyer. Des réfections étant prévisibles, ils ont entamé des travaux qu'ils n'ont pas pu achever. Les ruptures d'envoi n'ont pas créé des heureux.

En effet lors de nos passages, certaines familles nous ont avoué qu'ils ne reçoivent plus de l'argent pour continuer les réfections déjà entamées. « *Ce que les émigrés envoient périodiquement sont destinés à faire bouillir la marmite* », tonnent-ils. Les dépenses de souveraineté à savoir l'alimentation et les frais de facture occupent la première place des envois périodiques et irréguliers. L'alimentation vient en premier lieu parmi les autres dépenses. C'est pourquoi, ils ont du mal à continuer les travaux qu'ils ont initié de concert avec les émigrés. Evidemment, il faudrait dire que les foyers de beaucoup de ces clandestins sont dans un état assez délabré où la vétusté des bâtiments était visible et demandait des retouches. Quelques concessions ont pu être retapées et terminées avec l'argent des émigrés souvent des mains extérieures, c'est-à-dire des migrants clandestins et des non migrants contribuent à la finition des bâtiments des familles d'émigrés partis clandestinement.

13- La priorité des familles de migrants : les revenus locaux comme seule alternative

On ne se fie plus aux retombées financières des émigrés. Ils n'y croient plus. Ainsi disent-ils « *jusqu'au moment où nos enfants seront régularisés, nous ne pouvons attendre rien de leur part sinon priez pour que Dieu exauce leurs vœux afin qu'ils puissent effectuer des transferts et puis de façon régulière.* ». Une nouvelle logique en cours s'annonce et qui constitue une alternative pour pallier à la raréfaction des transferts qui est de se contenter des revenus locaux « *pour le moment, on essaye de se sortir en usant les moyens du bord* » parla un parent d'émigré. Certaines préconisent à des parents de ne plus penser aux remises : « *oublions les transferts pour le moment* ». Des familles dans le désespoir avancent : « *Nous sommes surpris de ne pouvoir bénéficier des effets de l'émigration* ». D'autres beaucoup plus

humains pensent à leur vécu : *« pensons d'abord à leurs conditions de vie dans le pays où ils résident au lieu de mettre en avant les envois »*

14- Le pessimisme règne : les espoirs se sont estompés

Le pessimisme demeure chez certaines familles. Ils croient même à des rapatriements que les autorités espagnoles vont organiser tôt ou tard. Ils n'espèrent aucune rentrée d'argent considérable en cette période dite de crise. Après les investigations faites, il y a des retours qui sont prévisibles pour certains émigrés qui préfèrent rentrer au pays. Un jeune rencontré au cours de nos enquêtes nous a fait savoir qu'il y a un mois son frère est rentré parce que dit-il *« ça n'allait pas bien pour lui »*. *« Il n'a pas trouvé la bonne formule en émigrant. Il nous a raconté leur périple en mer, les conditions de vie en Espagne qui étaient indescriptibles. Il racontait qu'il y a eu beaucoup de déceptions, d'échecs et le problème de la déviance s'est posé. Beaucoup d'entre nous ont viré parce qu'ils ne pouvaient pas supporter les situations dans lesquelles ils se trouvaient. Il y en a même des clandestins qui sont devenus fous. Psychologiquement ils ne sont plus. »* Nombreux sont les jeunes qui ont renoncé à leur voyage clandestin même si il y a des jeunes qui sont déterminés à partir.

15- Le sacrifice des parents pour faire émigrer leurs enfants

Au cours des entretiens, des parents nous ont fait savoir qu'ils ont investi leurs dernières ressources pour faire partir leurs enfants. Espérant retrouver les fruits de l'émigration de leur fils, croyant aussi à l'eldorado européen, ils pensaient assouvir tous les besoins le jour où le fils a appelé pour leur communiquer son arrivée en Espagne. Certains parents, par manque de ressources, ont négocié avec les convoyeurs en usant d'une certaine relation pour que leur fils fasse partie du voyage. Nous avons aussi appris, lors de ces départs massifs et rythmés, un père de famille qui a hypothéqué sa voiture à un convoyeur pour qu'il fasse émigrer son enfant. Ainsi pour les familles toutes les stratégies, tous les moyens étaient employées pour assurer un départ d'un membre de la famille malgré tous les risques inclus. Une situation dont ils voulaient profiter vu la précarité et la galère qu'ils étaient en train de vivre. Des enfants qui ne travaillaient pas, une ville qui ne présente aucune perspective de travail à part la pêche qui présente depuis un certain temps un visage assez déplorable (rareté des ressources halieutiques). Les acteurs de la pêche artisanale n'ont pas bénéficié des accords de pêche signé par l'Etat du Sénégal et l'Union Européenne, un montant des accords qui s'élevait à 12 milliards de F CFA. Ce sont ces mêmes pêcheurs qui sont devenus des clandestins. Ces acteurs artisanaux ne sont informés des modalités sur les tenants et les

aboutissements de la compensation financière de ces accords⁴². C'est dans cette circonstance que les parents avaient souhaité et de façon vive l'émigration de leurs enfants pour le grand bonheur de la famille.

Si les parents ont dépensé des biens, vendus leurs bijoux, hypothéqués des terres, bazarisés des maisons, la réponse n'était pas à leur attente. Certains regrettent d'avoir investi des sommes considérables et « *famineuses* » (200.000 FCFA à 300.000 FCFA).

L'on est tenté de dire que l'émigration n'a pas produit ses effets escomptés au regard de ce que nous avons observé et vu lors de notre descente sur le terrain. L'émigration produit aussi une marginalité d'après Monsutti Alessandro⁴³ qui affirme que la mobilité des groupes solidaires est une stratégie collective qui leur permet de lutter contre leur marginalité.

16- Beaucoup de regrets et peu de satisfactions

Des parents regrettent avoir mis toutes leurs économies pour le départ de leurs fils. Depuis quelques mois le pessimisme gagne du terrain. Ils avancent qu'ils ne recommenceront plus même si ils étaient sûrs qu'ils allaient trouver du travail et revenir dans peu de temps avec beaucoup d'argent. Ils ne croient plus à l'émigration et de ce qu'on en dise. Ils avouent dorénavant que l'Europe n'est plus comme avant où il y avait beaucoup de facilités et d'opportunités. Ils pensent également au fait que leur statut de clandestin a été défavorable pour profiter de leur émigration. L'autre regret c'est d'avoir cautionné et approuvé leur voyage irrégulier avec des risques qu'on ne pouvait mesurer. « *En un moment de notre vie, nous avons perdu notre raison* » nous fait savoir une mère de famille. « *C'est une erreur que nous avons fait et nous demandons pardon à nos enfants pour les supplices que nous les avons fait subir parce que d'une part nous avons été des acteurs directs et souvent influents par rapport à leur départ* ». Cette dame soutient son fils dans sa décision de retourner au pays à cause de sa déception qu'il a de son départ. « *Il m'appelle souvent et je sais qu'ils sont dans des difficultés actuellement mais Dieu est grand. Je ne lui fais aucune pression pour m'envoyer de l'argent et s'il me fait de son retour je vais le cautionner et faire tout pour qu'il achète son billet.* »

Parmi ces nombreux lots d'insatisfactions, il y a des satisfaits qui pensent avoir bénéficié peu ou prou des envois. Sur les dix personnes interrogées, deux croient toujours au rendement des émigrés partis clandestinement. L'optimisme qui gagne du terrain pour ces personnes même s'ils n'ont profité des envois. Ils sont devenus indésirables depuis un

⁴² Le quotidien le matin du 26 avril 2006 : les accords de pêche Sénégal-Union Européenne

⁴³ MONSUTTI (Alessandro), *Guerres et migrations : réseaux sociaux et stratégies économiques des Hazaras d'Afghanistan*, Neuchâtel / Paris, Institut d'ethnologie, 2004

moment mais qui sont optimistes de l'avenir de ces émigrés. Ils affirment que la période de ces non envois n'est que passagère et que tout va rentrer dans l'ordre d'ici peu.

Conclusion

Notre étude qui a porté sur l'incidence des transferts d'argent dans les modes de vie des familles d'origine des émigrés partis clandestinement nous a permis de comprendre que l'émigration clandestine n'a pas produit ses effets escomptés. D'après les familles interrogées, les envois ne sont pas réguliers et les sommes envoyées sont souvent dérisoires. Ce que nous pourrions retenir de l'irrégularité de ces envois, celle-ci peut s'expliquer par les situations de ces jeunes sénégalais dans le pays d'accueil. Les tracasseries administratives, les longues procédures et les problèmes d'identification de ces migrants clandestins font qu'ils ne sont pas bien intégrés dans les pays occidentaux. Leur position d'étranger est un handicap à leur insertion et leurs conditions d'arrivée leur sont été défavorables. Ainsi comme disait Pierre Goubert in la Mosaique France affirme que « *il n'est pas d'étranger sans frontières communes et ressenties* »⁴⁴.

En tout cas, le constat est unanime dans la commune de Saint-Louis, les émigrés clandestins n'ont pas changé les modes de vie des populations locales. Les Saint-louisiens reconnaissent le fait que les premiers partis ont envoyé des sommes d'argent et régulièrement comparés aux récents départs. Les envois de ces premiers migrants clandestins avaient créé une telle ampleur vues les sommes envoyées par les émigrés clandestins à leur famille. On avait cru à l'eldorado. Mais nombre sont ceux qui n'ont pas bénéficié des remises. On parle de remises parce que naturellement ces migrants devaient, en contrepartie des investissements que les familles ont procédé, faire bénéficier des rentrées de fonds qui auraient servi à payer les dettes contractées, à subvenir aux besoins locaux, à assurer les dépenses de souveraineté et à lancer ou maintenir les familles dans le cercle de la productivité. Mais ce fut un bilan mitigé que nous avons trouvé sur le terrain. Des retours se font pressentir d'après certaines personnes rencontrées et effectivement nous avons constatée que des retours ont eu lieu parce que certains d'entre eux qui ont suivi la masse, emportés par la conscience collective des familles, des migrants gagnaient beaucoup plus quand ils étaient au Sénégal. L'émigration a eu des conséquences au niveau des ménages et des liens conjugaux, des mariages se sont éclipsés, faute d'envois d'argent à leurs épouses (ils restent des mois sans envoyer) et des familles ont périclitées (faute d'avoir mis leurs dernières ressources sur une personnes candidate qui n'a

⁴⁴De Wenden Cathérine Wihtol, *Faut-il ouvrir les frontières ?* Presses de Sciences Po p 98

pas pu arriver à destination ou qui a du mal à envoyer de l'argent suffisant pour contrer les situations des familles d'origine).

L'émigration clandestine n'a pas créé des heureux vus le nombre de personnes qui en sont morts, les déséquilibres psychologiques et mentales au niveau des familles et des candidats au voyage, les espoirs qui se sont estompés au regard des envois dérisoires et irrégulières ; Beaucoup de déceptions ont été notées de la part de certaines familles. Malgré ce constat, certains jeunes rencontrés à Saint-Louis sont toujours déterminés à partir car la situation est de plus en plus difficile avec cette crise financière où on constate la hausse vertigineuse des prix de denrées de première nécessité, l'étranglement du marché de l'emploi et la faiblesse de la politique de l'emploi au Sénégal.

Emigrer devient une nécessité, une alternative pour ces personnes à la quête d'un mieux être si ces avantages ne se trouvent pas dans le lieu d'origine. Il faudrait pour les Etats une gestion concertée en matière d'émigration car cette émigration légale a son importance permettant à de nombreuses familles de combler les gaps, de réduire la pauvreté, et de suppléer les Etats non développés dans sa politique de jeunesse et d'emploi. Donc, il faudrait une volonté réelle de diagnostiquer la question de l'émigration de ces jeunes.

Sans doute, il faudrait revoir les politiques européennes de fermeture des frontières « *qui produisent des clandestins* »⁴⁵ comme le prétend Cathérine Wihtol de Wenden « *il faudrait lutter contre les facteurs d'appel comme le travail irrégulier et l'économie informelle.* »

⁴⁵ De Wenden Cathérine Wihtol, op cit

Bibliographie

Adepoju Aderanti, les migrations internationales en Afrique subsaharienne : problèmes et tendances récentes, revue internationale des Sciences Sociales, n° 165, septembre 2000, p 435-448

Ba cheikh Oumar, migrations internationales africaines et transformations sociales villageoises : le cas de Galoya et Bokidiawé, mémoire de DEA, 1993, 24 p

De la Brosse Renaud, les immigrés, acteurs de la coopération, le cas des immigrés de la Vallée du Fleuve Sénégal en France, in Afrique 2000, n° 19, oct-nov-déc 1994

Domenach Herve et al. , les migrations, Edition « *que sais-je* » PUF, juillet 1995, 127 p

Mouvement citoyen et associés, l'émigration clandestine, le profil des candidats sous la direction de Penda Mbow et Moustapha Tamba

Panos, quand les immigrés du sahel construisent leur pays, Edition harmattan

Robin Nelly, l'émigration internationale récente : une dynamique de crise, table ronde migrations et développement local, 2000, GRDR, Dakar, 15 p

Robin Nelly et al. , facteurs d'attraction et de répulsion à l'origine des flux migratoires internationaux, Sénégal, Rapport de la commission européenne et Eurostat, 1999, Bruxelles, 184p

Seck Alioune, le rôle du capital des Modu-modu dans le champ du changement social dans un contexte de décentralisation : le cas de la zone de Kébémér, mémoire de DEA, UGB, 2004- 2005

Tall Serigne Mansour, l'émigration internationale sénégalaise d'hier à demain, p 549 – 579 in Diop Momar Coumba (sous la direction de), la société sénégalaise entre le local et le global, 2002, Paris Karthala, 723p

Tall, Serigne Mansour, les investissements immobiliers des migrants internationaux à Dakar, Revue européenne des migrations internationales, 1995, p 137-151

Mémoire

Badiane, Diama , les causes de l'émigration clandestine à Yarakh, mémoire de maîtrise , département de sociologie, 2006/2007

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ANNEXES

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Tableau : catégorisation des modèles explicatifs des migrations africaines

aspects	Niveau d'analyse	Approche explicative	Modèle explicative
Processus de décision et d'acte migratoire	Micro-individuel	Démographique	Théorie du cycle de vie
		Structuro fonctionnaliste	M d'actualisation des bénéfiques
			M de maximisation de l'utilité
			M coût bénéfice ou capital humain
		Psycho culturalisme	M d'acculturation
			Théorie des lumières
			M d'affirmation de soi
		Matérialiste dialectique	M de stratégie de survie
		Méso familial	Structuro-fonctionnaliste
	M de diversification des risques		
	M systémique		
	Matérialisme dialectique		M de stratégie familiale de survie
	Macro factoriel		Structuro fonctionnaliste
		M de modernisation	
		M d'attraction répulsion	
Mat dialectique		M centro périphie	
		M d'articulation des modes de production	
Courants migratoires	Macro spatial		M de gravitation
			M des occasions intermédiaires

Source : Mumpasi B. Lututala

Illustration d'une réussite d'un migrant qui fut parti clandestinement et qui est arrivé par être régularisé. Cette photo a été prise au mois d'Aout 2009 à Saint- Louis dans le quartier de Sor Mbant.



Maison d'un émigré à Saint-Louis dans le quartier de Sor Bantt (entrée de Saint- Louis)

Transcriptions des interviews

Il y a des familles qui reçoivent de l'argent tandis que d'autres ne profitent point des fruits de l'émigration clandestine.

Même si elle est irrégulière et qu'elle s'inscrit dans l'illégalité, elle procure des avantages certains et palpables

Des familles construisent des maisons dans les HLM pour les clandestins

Il faut chercher des lors la cause de la réussite de certains jeunes en Espagne et l'échec d'autres car ces jeunes sont partis dans les mêmes conditions et vivaient les mêmes situations à savoir l'absence de papiers qui ne pouvaient pas leur permettre de travailler, d'être autonome et libre dans leur conscience, de vivre sans aucune contrainte ni pression

A saint louis certaines communautés de pêcheurs à Guet Ndar comptent beaucoup sur l'investissement des émigrés pour résorber le problème de la conservation des produits de mer

Il était un pêcheur. Il n'a jamais voyagé c'est sa première aventure. C'est lui qui a payé son billet mais en ce moment il regrette beaucoup d'avoir quitté son pays, d'abandonner son travail pour se lancer dans cette aventure dangereuse et dont les lendemains sont incertains. Il a émis le souhait de rentrer au pays dès qu'il aura un pays de retour. A vrai dire Son émigration n'a pas d'impact réel sur la vie familiale. Je peux dire que c'est au début qu'il envoyait de l'argent c'est-à-dire ils sont les premiers migrants clandestins à avoir foulé le sol d'Espagne. Quand ils arrivaient ils étaient recrutés dans les champs pour cultiver ou défricher les fruits murs et ça payait bien. Ils envoyaient je peux dire régulièrement. Chaque mois les familles recevaient de l'argent ils étaient fiers de leurs enfants ; on pouvait régler avec ces sommes envoyées les dépenses de souveraineté à savoir l'alimentation, les factures d'électricité, d'eau, le loyer. Ces temps ci il avait la grande ambition de refaire la maison familiale et de s'acheter un terrain.

Mais depuis un certain moment les envois se font rares. Il n'y a plus de retombées dans les familles. Il n'appelle plus et dès fois quand tu les appelles pour avoir leur nouvelle ils te font savoir que ça ne va pas très bien. Beaucoup d'entre eux ne travaillent plus de façon régulière. Il n'y a que de petits boulots qui se raréfient. Ils disent que depuis la crise financière qui est annoncée et le rush de clandestins en Espagne c'est difficile de trouver un boulot. Les quelques boulots qu'on peut trouver en Espagne demeurent les travaux de champs. Et maintenant les rémunérations ne sont plus bonnes parce qu'il y a une forte demande ce qui fait que les paiements sont devenus très maigres. On peut travailler plusieurs heures dans la journée mais le salaire reste dérisoire. Maintenant ils envoient de petites sommes qui ne dépassent pas 100 000f CFA et ils le font occasionnellement. Il y en a qui reste 4 à 5 mois sans envoyer. Il y en a qui ont envoyé 2 ou 3 fois depuis qu'ils sont là bas c'est -à-dire il y a 3 ans et ce n'est qu'exceptionnelles durant les fêtes de tabaski, korité etc. Ce qui a créé une surprise chez les migrants ainsi que les familles d'origine qui croyaient à de meilleurs revenus.

Les migrants envoient l'argent sur Western Union ou sur Moneygram. Avec leur situation d'irrégularité pour envoyer de l'argent les émigrés doivent le faire par l'intermédiaire d'une autre personne en situation régulière puisque ces clandestins en arrivant en Espagne se sont débarrassés de tous objets qui pouvaient faire l'objet de leur identification pour ne pas être refoulés ou expatriés. Même s'il existe des circuits informels les clandestins envoient le plus souvent dans les circuits officiels. Le service préféré reste Money gram. Il y a moins de taxe et d'agios que Western Union. Même si il y a d'autres services financiers d'envois d'argent les plus utilisés restent Western Union et Money gram.

Interview

Dans cette émigration il y a eu des regrets mais également quelques satisfactions. Il y a des personnes qui se sont enrichies et des gens qui se sont appauvries puisque donnant leurs dernières ressources aux convoyeurs. Ces derniers avant l'émigration clandestine n'avaient rien. Mais ils ont profité de ce phénomène pour acheter des terrains, construire des maisons, ouvrir des comptes bancaires, marier des femmes, acquérir des matériels de pêche, faire des pirogues. Ils ont tiré des avantages certains. Derrière il y a beaucoup de déceptions tant du côté des parents que du côté des émigrés qui ne savent à quel saint se vouer. En pratique dès les premières lueurs de ce phénomène ne voyait que l'Espagne, ils voulaient coûte que coûte partir ; il y avait une certaine influence des premiers arrivés qui ont gagné leur vie d'une façon spontanée à leur arrivée en Espagne et ont envoyé des sommes considérables à leur parent restés dans le pays d'origine.

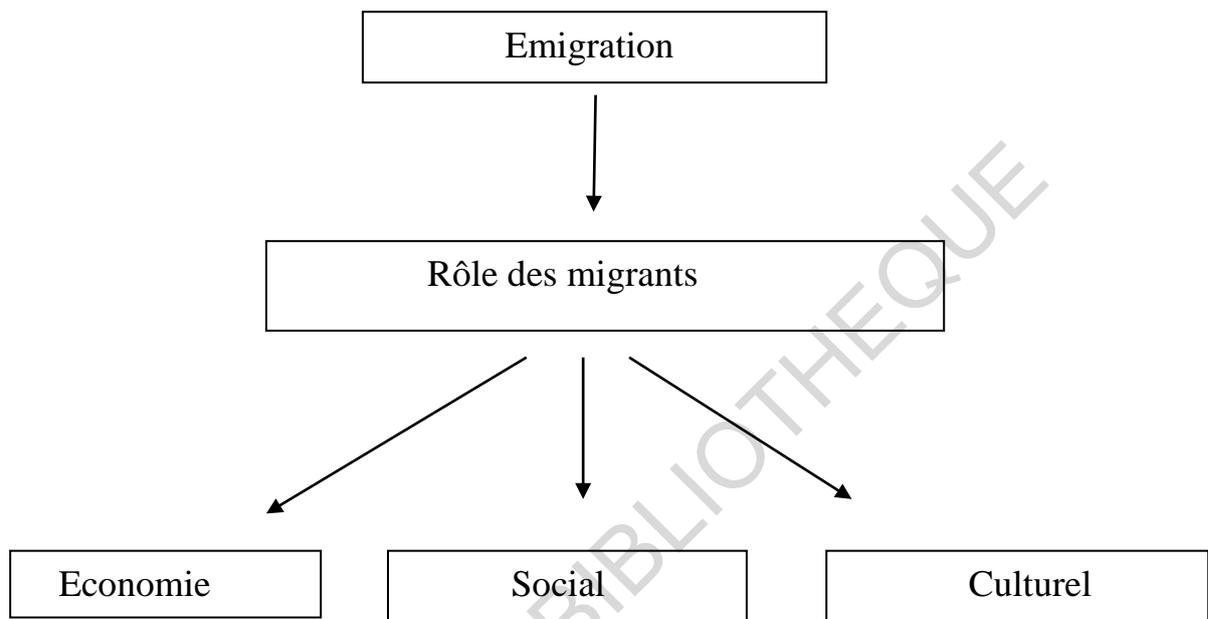
Des mariages ont éclaté. Certains émigrés qui avaient laissé ici leurs femmes et qui n'arrivaient plus à envoyer de l'argent depuis un moment ont divorcé. Les femmes qui ont quitté leurs maisons conjugales ont rejoint leur domicile parental. Il y a des émigrés qui ont appris le départ de leurs épouses ne sont plus équilibrées psychologiquement ; il paraît que il y a des personnes que des espagnols ramassent dans la rue pour les trouver du travail et parfois même les loger jusqu'au moment où ils retrouvent le parfait équilibre. Ils les aident aussi à avoir des papiers qui leur permettent de travailler et d'envoyer quelque chose à leurs parents ; nous les familles c'est plus dur que nous le pensons. Il reste 6 à 8 mois sans travail malgré certains jeunes sont toujours déterminés à partir. Quand tu les expliques les difficultés, ils pensent que nous ne voulons pas qu'ils partent. Il y a des gens qui sont rentrés à cause des difficultés qu'ils subissent là bas.

Quand il était au Sénégal, il est resté longtemps sans trouver de travail. Il a tenté de migrer clandestinement à 6 reprises c'est la septième qui a réussi. Dès son arrivée il envoyait chaque le 21 du mois mais depuis qu'on a annoncé la crise il reste des mois sans envoyer. Heureusement que nous ne sommes pas dépendants de lui. Son émigration n'a pas eu un impact réel sur la famille. Il ne travaillait pas quand il était au Sénégal ; c'est pourquoi il est parti. Quand il partait il n'a pas payé le convoyeur était un de ses amis. Il n'a jamais tenté l'aventure. C'est son premier voyage et il a pu atteindre l'Espagne

Les premiers partis ont envoyé des sommes d'argent qui avaient permis à certaines familles d'ambitionner de réfectionner la maison familiale mais avec la restriction des envois ils n'ont pas pu continuer les travaux entamés. Ils sont restés inachevés jusqu'au moment où nous faisons le terrain. Des familles sont demeurés sans solution face cet arrêt des travaux car les revenus au niveau local ne permettent pas une planification des ressources pour continuer le travail d'où une pression du côté des émigrés qui doivent assurer les envois pour ne se reste que donner un nouveau souffle aux familles. J'ai été surpris de voir que des familles recevaient après 4 mois sans envoi, des sommes très modiques (75 000, 80 000, 90 000 F CFA) de la part de leurs enfants. Cela veut dire que ça ne va pas pour eux. ON constate aussi que c'est les fêtes musulmanes et les événements religieux (korité, tabaski magal et gamou, tamkharite). Ces sommes tournent autour de 200 000 à 300 000 FCFA. C'est quasi impossible pour ces migrants d'envoyer de l'argent à partir des services financiers comme Western Union parce ces migrants n'ont pas d'identité le plus souvent ils trouvent des intermédiaires une personne qui possède une identification.

Responsable guichet de poste finance Guet Ndar saint louis

A vrai dire les transferts d'argent ne sont pas réguliers. Ça s'explique du fait que les migrants n'ont pas de papier la plupart d'entre eux et il est difficile avec leur situation de pouvoir trouver du travail. Mais on s'est rendu compte que les émigrés envoyaient beaucoup d'argent il y a 3 ou 4 ans. Ils en voyaient entre 200 000 et 250 000 F CFA. Il y a des familles qui ne reçoivent plus depuis plus de 6 mois.



CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

NB : CES STATISTIQUES SONT DU MINISTERE DES SENEGALAIS DE L'EXTERIEUR QUI AVAIENT PROCEDE A DES DECOMPTES LORS DE LA VAGUE MASSIVE DE CLANDESTINS VERS L'ESPAGNE

**I-STATISTIQUES 2006 – 2007 – 2008 SUR LES MIGRATIONS
IRREGULIERES PAR VOIE MARITIME**

PERIODES	INTERPELLATIONS			SAISIES		
	A TERRE	EN MER	CONVOYEURS	PIROGUES	NUMERAIRES	CARBURANT
du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2007	727	1964	47	11	6 701 000 FCFA	1435

ANNEE 2006 : Interpellation et Saisies du 06 septembre au 27 décembre

PERIODES	INTERPELLATIONS			SAISIES		
	A TERRE	EN MER	CONVOYEURS	PIROGUES	NUMERAIRES	CARBURANT
du 08 septembre au 31 décembre 2006	360	832	24	10	17 263 000 FCFA	1435

Source : ministère des sénégalais de l'extérieur

Migrants clandestins Sénégalais rapatriés d'Espagne par Air : **10904**

Migrants clandestin Sénégalais interpellés en Mauritanie et reconduits à la frontière par Rosso : **3545**

ANNEE 2007 : Interpellations et Saisies du 21 janvier au 18 décembre

Migrants clandestins Sénégalais rapatriés d'Espagne par Air : **1449**

Migrants clandestin Sénégalais interpellés en Mauritanie et reconduits à la frontière par Rosso : **1813**

Total : 3262

ANNEE 2008 : Interpellations et Saisies du 01 janvier au 03 décembre

PERIODES	INTERPELLATIONS			SAISIES		
	A TERRE	EN MER	CONVOYEURS	PIROGUES	NUMERAIRES	CARBURANT
du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2008	312	175	09	05	00 FCFA	3630

Source : ministère des sénégalais de l'extérieur

Migrants clandestins Sénégalais rapatriés d'Espagne par Air : **1136**

Migrants clandestin Sénégalais interpellés en Mauritanie et reconduits à la frontière par

Rosso : **1290**

Total : 2426

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Résumé

Beaucoup de familles apprécient les avantages tirés de l'émigration de ces jeunes sénégalais. Ils ont acquis grâce à l'argent envoyé par les émigrés des biens mobiliers et immobiliers qui leur ont permis d'accéder à des niveaux de vie standards et de sortir du cercle de la pauvreté. Dans une étude récente, Mansour Tall avait avancé que les $\frac{3}{4}$ de ces sommes étaient destinés aux familles, le reste va à des activités économiques ou à des placements sur des comptes d'épargne au pays. Adulés et choyés par leurs proches du fait de leur utilité vis-à-vis de leur de la famille mais les spécialistes du développement ne voient pas l'importance des investissements qui ne s'arrêtent que dans la sphère familiale. Les investissements dans les domaines porteurs de croissance doivent être portés au premier plan par les émigrés.

Mais l'avènement des migrants clandestins obnubilés par les fonds envoyés au pays d'accueil par leurs aînés n'ont rien changé des pratiques de ces émigrés. Toujours la logique de l'investissement privé et personnel domine les débats au détriment de l'investissement à caractère communautaire et public.

L'étude sur l'incidence des transferts d'argent sur les modes de vie des familles d'origine des émigrés partis dans la clandestinité nous a permis de comprendre que cette émigration n'a pas donné beaucoup de satisfaction pour le bien-être des membres de la famille. Les témoignages des parents attestent qu'il y a une sorte de déception parce que les envois sont irréguliers et les sommes envoyées restent dérisoires. En fait dans cette aventure de clandestinité, le constat est unanime dans la commune de Saint-Louis, les émigrés clandestins n'ont pas changé les modes de vie des populations locales. Les Saint-louisiens reconnaissent que les premiers émigrés clandestins envoyés régulièrement des sommes d'argent comparés aux récents départs.

Les remises obtenues de ces migrants devaient, en contrepartie des investissements de départ que les familles ont procédé, faire bénéficier aux familles et pourraient servir à payer les dettes contractées, à subvenir aux besoins locaux, à assurer les dépenses de souveraineté et à lancer ou maintenir les familles dans le cercle de la productivité.

Au plan social, l'émigration a eu des conséquences au niveau des ménages et des liens conjugaux. En quelque sorte, des mariages se sont disloqués, faute d'envois d'argent à leurs épouses et des familles ont périclitées faute d'avoir dépensé leurs dernières ressources sur une personne candidate qui n'a pas pu arriver à destination ou qui a du mal à envoyer de l'argent suffisamment pour contrer les situations des familles d'origine.



Questionnaire

Ce guide est un outil de collecte qui sera administré à un membre de la famille des émigrés (personne ressource, chef de ménage) ayant effectué le voyage dans la clandestinité et qui sont parvenus à s'installer en Espagne ou dans les pays d'Europe. Nous voudrions préciser que les informations obtenues resteront secrètes et ne serviront qu'à des fins scientifiques. Merci de votre compréhension.

A- Informations générales sur le migrant

Q01	Année de départ __ __ __ __	Durée de la migration __ __
Q02	Sa profession dans le lieu d'origine	voir nomenclature des professions __ __ __
Q03	Niveau d'étude	0-aucun 1-primaire 2-secondaire 3-universitaire __
	Diplôme	0-aucun 1-CFEE 2- BFEM 3-BAC 4-BAC+2 5-licence 6-maitrise 7- doctorat __
Q04	Pays de résidence	voir nomenclature des pays d'Europe __ __
Q05	Quelle était la situation matrimoniale avant départ ?	0-Célibataire 1-Marié(e) 2-Divorcé(e) __
Q06	Quelle est la situation matrimoniale actuelle ?	0-Célibataire 1-Marié(e) 2-Divorcé(e) __
Q07	Quelle est la position de l'émigré dans la famille?	0-Aîné 1-Cadet 2-autre __

B- Composition et informations sur la famille

Q08	Quelle est la taille de la famille ?	0-1 à 2 1-3 à 4 2-5 à 9 3-10 à 14 4-15 à 19 5-plus de 20 __
Q09	Combien de personnes bénéficient des remises ?	0-aucun 1-1 à 2 2-3 à 4 3-5 à 9 4-10 à 14 5-15 à 19 6-plus de 20 __
Q10	Quelle était le revenu mensuel du migrant dans le pays d'origine ?	0-Moins de 50 000 F CFA 1-50 000 à 100 000 FCFA 2-100 000 à 200 000 FCFA 3-plus de 200 000 FCFA __



Q11	Quelle est la nature de l'habitat ?	0- Maison en dur 1- maison en bois 2- autre	_
Q12	Quelle est la source principale de départ de départ?	0- source personnelle 1- source de l'emprunt 2- source associative 3- source familiale 4- autre source	_

C- Les transferts migratoires et les projets du migrant

Q13	Y a-t-il des envois?	0- oui 1- non Si oui, continuez l'interview Si non, passez à Q17	_
Q14	Quelle est la périodicité des envois ?	0- chaque semaine 1- chaque quinzaine 2- chaque mois 3- chaque deux mois 4- chaque trois mois 5- plus de trois mois 6- occasionnellement	_
Q15	Quelle est la somme envoyée par l'émigré le plus souvent ?	0- Moins de 50 000 FCFA 1- 50 000 – 75 000 FCFA 2- 75 000 – 100 000 FCFA 3- 100 000 – 150 000 FCFA 4- 150 000 – 200 000 FCFA 5- 200 000 - 250 000 FCFA 6- 250 000 – 300 000 FCFA 7- 300 000 – 350 000 FCFA 8- 350 000- 400 000 FCFA 9- 400 000 – 450 000 FCFA 10- 450 000 – 500 000 FCFA 11- plus de 500 000 FCFA	_ _

Q16	Où va l'argent envoyé par l'émigré ?	0- Alimentation 1- frais de factures (eau, électricité, téléphone) 2- Frais de loyer 3- mobilier 4- immobilier 5- épargne 6- autres 7- ne sais pas	choisir 2 ou 3 réponses par ordre de priorité _ _ _
-----	---	---	---

Q17	Quels sont les projets de l'émigré ?	0- Aucun 1- Agriculture 2- Elevage 3- Commerce 4- réfection de la maison familiale 5- Construction d'une maison 6- Investissement immobilier 7- Infrastructure communautaire 8- Projet de faire émigrer des proches (amis, frères, parents...) 9- Ne sais pas 10- autres	choisir 2 ou 3 réponse par ordre de priorité _ _ _
-----	---	---	---

Guide d'entretien

Ce guide est un outil de collecte qui sera administré aux membres de la famille des émigrés ayant effectué le voyage dans la clandestinité et qui sont parvenus à s'installer en Espagne ou dans les pays d'Europe. Nous voudrions préciser que les informations obtenues resteront secrètes et ne serviront qu'à des fins scientifiques. Merci de votre compréhension

I –Raisons de départ

Raison principale et raisons secondaires

II- Trajectoires sociales de l'émigré

Son vécu dans le pays d'origine ----- ses différentes activités

III –Trajectoires migratoires de l'émigré

Les migrations internes et externes qu'il a effectuées

VI - Perceptions sur l'émigration clandestine et les transferts d'argent

Que pensez de l'émigration clandestine et des remises qu'elle procure à la famille ?

V- Régularité des envois d'argent

Depuis quand recevez-vous des transferts d'argent ?
Quel est le montant moyen d'argent transféré à chaque fois ? Quelle est la périodicité des transferts ?

VI- Gestion des dépenses et organisation familiale

Comment la famille s'organise à gérer les revenus envoyés par les émigrés ? Où vont principalement les fonds des émigrés ? quel système d'échanges et de pérennisation des revenus a instauré la famille pour suppléer quelque fois, en cas de non envoi, les transferts ?

VII - Impacts sur la famille et changements dans les modes de vie

Avec les transferts, quels ont été les changements ressentis au niveau de la famille ? Y a-t-il une différence entre votre situation actuelle et celle d'avant ? Les changements sont ressentis dans le court, moyen ou long terme ? Dans quel cadre, votre vécu a changé ?

VIII- Autres appuis financiers, socio-économiques venant des autres membres du ménage

Quelle est la part des autres sources de revenus dans la survie de la famille ? D'où viennent les autres sources de revenus ? Ces appuis sont ils réguliers ou occasionnels ?